

DOSSIER

**AGRICULTURE
DES MÉTROPOLIS:
VOIE D'AVENIR
OU CACHE-MISÈRE ?**

Cécile Faliès et Évelyne Mesclier

SOMMAIRE

Agriculture des métropoles : voie d'avenir ou cache-misère ?

Dossier coordonné par Cécile Faliès et Évelyne Mesclier

Introduction

Agriculture des métropoles : voie d'avenir ou cache-misère ?

Cécile Faliès, Évelyne Mesclier..... 7

Trajectoires de l'agriculture (péri)urbaine à Lima :
entre désintérêt et renouveau de l'activité

Héloïse Leloup..... 13

L'agriculture métropolitaine à Santiago du Chili :
une agriculture urbaine qui prend la clé des champs

Cécile Faliès..... 31

Nouveaux producteurs urbains, nouvelles agricultures urbaines ?
Migrants boliviens et « bolivianisation » de l'approvisionnement
en légumes de Buenos Aires

Julie Le Gall 49

L'agriculture urbaine dans la Ville de Mexico :
analyse critique des politiques

Fernando Saavedra Peláez 67

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE

99

Agriculture des métropoles : voie d'avenir ou cache-misère ?

Cécile Faliès
Évelyne Mesclier
Héloïse Leloup
Julie Le Gall
Fernando Saavedra Peláez

Varia

Jean-Pierre Lavaud

INTRODUCTION

AGRICULTURE DES MÉTROPOLES : VOIE D'AVENIR OU CACHE-MISÈRE ?

Cécile FALIÈS, Évelyne MESCLIER***

L'agriculture est aujourd'hui à la mode dans les grandes villes européennes et nord-américaines. Cela se traduit en particulier par la multiplication des espaces réservés aux jardins partagés, créés sur des parcelles à l'abandon ou au sein d'opérations d'aménagement. D'un point de vue sociologique, ces initiatives, ancrées dans les quartiers et basées sur la gestion collective des terrains et de certaines tâches, favoriseraient les liens de voisinage. D'un point de vue anthropologique, elles permettraient aux citoyens de reprendre contact avec l'environnement « naturel », ce qui pourrait à terme jouer un rôle dans les décisions politiques concernant la planète (Scheromm, 2013)¹. Les autorités publiques sont souvent impliquées dans ces projets, qui se trouvent intégrés au marketing des villes au titre des aménités du cadre de vie.

À ces dynamiques répond la diffusion du concept d'« agriculture urbaine » dans la littérature scientifique. L'expression ne désigne pas toute agriculture jouxtant la ville. A. Fleury et P. Donadieu précisent que, dans le cas de l'agriculture urbaine, « c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville »

* Cécile Faliès est géographe, ingénieur de recherche, UMR SAD-APT, Équipe Agricultures urbaines.

** Évelyne Mesclier est directrice de recherches à l'IRD, membre de l'UMR Prodig

1. Scheromm, P., 2013, « Les jardins collectifs, entre nature et agriculture », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Les-jardins-collectifs-entre.html>

(Fleury et Donadieu, 1997²). Cette définition n'inclut pas les activités agricoles déconnectées de la vie citadine. Elle permet en revanche d'intégrer à la réflexion d'autres types d'agricultures pratiquées en ville que les jardins partagés.

Ainsi, les jardins familiaux, qui rendent moins chère et plus variée l'alimentation des ménages les plus modestes, sont toujours présents dans les villes des Nords (Bertrand et Rousier, 2010³). Ils sont parfois très importants dans les métropoles des Suds, particulièrement en Afrique sub-saharienne et en Asie : arboriculture, maraîchage, horticulture ornementale, petit bétail voire élevage laitier, pour la consommation familiale ou pour la vente, sont présents dans les interstices de la ville centrale comme dans les quartiers périphériques et engagent des citadins de toutes sortes de conditions sociales (Tricaud, 1996)⁴. La production de légumes et de fruits commercialisés sans intermédiaire par le biais de circuits-courts (Kebir, Barraqué, 2014)⁵ est un autre exemple de ce qu'on peut entendre aujourd'hui par « agriculture urbaine » : cette fois, c'est par leur engagement pour la qualité des aliments et le maintien des agriculteurs locaux que les citadins sont partie prenante.

Le présent dossier aborde la participation de cette agriculture urbaine à la construction du territoire et à la vie des sociétés des métropoles latino-américaines. La croissance démographique des villes latino-américaines, et tout particulièrement des métropoles, a été très rapide au cours du XX^e siècle et reste souvent importante, dans le cadre de la fin des transitions urbaines (Dureau *et al.*, 2006)⁶. Elle s'est effectuée aux dépens des exploitations agricoles voisines, selon un modèle d'urbanisation en « tache d'huile », sans préservation de certaines aires, à la différence de ce qu'on observe par exemple dans des métropoles asiatiques (Mesclier *et al.*, 2014)⁷. À Mexico, à Lima, à Buenos Aires ou à Santiago du Chili, l'agriculture est pratiquement absente des quartiers centraux anciens, et peu présente dans

2. Fleury A., Donadieu, P., 1997, « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 1997, vol. 31, p. 45-61.

3. Bertrand, N., Rousier, N., 2010, « Le rapport de l'agriculture à la ville : vers quelles proximités économiques ? », dans Bertrand N. (dir.), *L'agriculture dans la ville éclatée*, Cemagref DTM France, publié par le Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale, département de géographie, Université de Montréal, avril 2010, 184 p, p. 47-64

4. Tricaud P.-M., 1996, *Ville et nature dans les agglomérations d'Afrique et d'Asie*, Paris, Éditions du Gret, 103 p.

5. Kebir L., Barraqué B., Éditorial du numéro « Agriculture et ville », *Espaces et sociétés* 3/2014 (n° 158), p. 9-12

6. Dureau, F., Mesclier, É., Gouëset, V. 2006 « Les accélérations du XX^e siècle : croissance démographique et dynamiques de peuplement » dans F. Dureau, V. Gouëset et É. Mesclier, *Géographies de l'Amérique latine*. Rennes, PUR, pp. 39-83

7. Mesclier, É., Chaléard, J.-L., Dao The Anh, Fanchette, S., Henriot, C., Hurtado, J.R., Monin, É., Moustier, P., Yapi-Diahou, A. « Les formes actuelles du recul des terres agricoles : quels modèles pour quels enjeux ? Comparaison à partir de quatre métropoles » dans J.-L. Chaléard, dir. *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries*, Paris, Karthala, pp.323-341

ceux qui se sont construits au cours du XX^e siècle. Néanmoins, on trouve dans ces derniers, comme dans les périphéries urbaines les plus récentes, des espaces agricoles qui relèvent visiblement de logiques diverses : jardins collectifs, plantes cultivées et petits élevages dans les cours ou arrière-cours des quartiers populaires, arbres fruitiers derrière les hauts murs de résidences luxueuses, serres en tunnel ou culture sur bâche...

Que peut représenter cette agriculture pour ces métropoles multimillionnaires et pour leurs habitants ? S'agit-il réellement d'une agriculture urbaine au sens où on l'entend aujourd'hui : une agriculture qui participe à la construction de la ville ? Si c'est le cas, quelles sont les caractéristiques de cette participation ? Crée-t-elle des emplois pour les citadins, dans des contextes où il semble plus aisé de s'occuper dans les activités commerciales ou de services ? Contribue-t-elle de façon remarquable ou spécifique à approvisionner les marchés des métropoles ? Aide-t-elle plutôt, comme dans les Nords, à améliorer la qualité de vie de citadins confrontés à la pollution de l'air, au stress des embouteillages et de la délinquance, et parfois à la piètre qualité ou au coût élevé de certains aliments ? Est-ce par sa contribution à la construction de liens sociaux ou par le bien-être que sa pratique procure qu'elle joue un rôle dans les agglomérations latino-américaines ? Et si elle est devenue importante pour la ville, comment est-elle intégrée aujourd'hui dans les politiques urbaines ?

Une première constatation s'impose : bien qu'elles partagent sur un certain nombre de points des héritages communs, les métropoles latino-américaines ne se ressemblent pas en ce qui concerne leur agriculture. À Lima, ville située au pied de la cordillère andine, dans un désert, la végétation est rare. Les quelques jardins installés sur des avenues dans l'intra-urbain, les parcelles agricoles de plus grande taille dans le périurbain, font avec les parcs partie des rares espaces ouverts où elle domine, dans un paysage aride. À Mexico, les parcelles agricoles font partie des espaces préservés de l'urbanisation, mais au même titre que les espaces boisés qui couvrent les pentes des volcans qui dominent une agglomération de 20 millions d'habitants. Santiago du Chili est située dans une dépression entre le piémont des Andes et la Cordillère de la Côte et son climat est de type méditerranéen, avec des précipitations l'hiver. Buenos Aires occupe quant à elle une vaste plaine, bien arrosée, propice à l'agriculture avec des températures tempérées et des précipitations réparties sur toute l'année. Elle est entourée d'une ceinture maraîchère. Les histoires agraires ont divergé au cours du XX^e siècle : réformes agraires radicales au Pérou et au Mexique, qui ont éliminé pour un temps la grande propriété ; réforme agraire stoppée par le coup d'État d'A. Pinochet au Chili ; absence de réforme agraire en Argentine, où l'agriculture familiale était par ailleurs importante. Les exploitations présentes dans les métropoles étudiées sont ainsi en général plutôt de petite taille à Mexico, à Lima, à Buenos Aires, comme cela apparaît dans les articles de F. Saavedra, H. Leloup et J. Le Gall. En revanche, dans l'aire métropolitaine de Santiago du Chili, il y a à la fois de petites exploitations paysannes et des propriétés terriennes de grande taille, comme le montre C. Faliès, et ces dernières peuvent tirer profit du climat pour produire et

commercialiser des cultures demandées sur les marchés nord-américain ou européen, en jouant sur l'inversion des saisons par rapport à l'hémisphère nord.

Peut-on trouver de l'agriculture urbaine dans les espaces agricoles intra-urbains ou, le plus souvent, périurbains des quatre métropoles étudiées, ou dans certaines d'entre elles ? Les auteurs de ce dossier ne répondent pas d'emblée par l'affirmative. D'autres dynamiques sont plus visibles : celle, omniprésente, de la disparition des parcelles agricoles sous la pression du mitage et des projets immobiliers ; celle de l'agriculture d'exportation au Chili, de l'agriculture commerciale « conventionnelle », polluante et rentable surtout pour les intermédiaires commerciaux, dans les vallées de Lima ; celle de la production de *nopal*⁸, l'une des rares rentables, sur de moyennes exploitations éloignées de la périphérie urbaine mais néanmoins situées sur le territoire de la Ville de Mexico. Ce n'est le plus souvent qu'au delà de cette première image globale qu'on trouve, dans le détail, les signes d'une agriculture qu'on peut qualifier d'urbaine. Cela peut être des jardins partagés, au sein des quartiers populaires, qui créent du lien social et participent à l'alimentation des familles ; ou encore des jardins à but éducatif dans des écoles. On trouve également des initiatives de collaboration entre producteurs et consommateurs, autour des circuits courts et des marchés de producteurs. Des produits sont spécifiquement élaborés pour les citadins, à la fois pressés et à la recherche d'une alimentation plus saine : légumes découpés en barquettes à Buenos Aires, miel à Santiago, ingrédients destinés aux restaurants gastronomiques à Lima...

Ces innovations semblent souvent partir de l'initiative des producteurs agricoles eux-mêmes, ou encore parfois de l'action d'ONG. Mais si l'agriculture urbaine doit, pour être ainsi qualifiée, participer à la vie citadine, n'est-elle pas aussi caractérisée par sa prise en considération par les politiques de la ville ? Certes, dans ces agglomérations multi-millionnaires, l'urgence réside dans la construction de logements, l'organisation des transports, l'équipement et le raccordement aux réseaux des quartiers. Par ailleurs, les politiques concernant l'agriculture sont encore souvent pensées de façon sectorielle plus que territorialisée. Les États centraux, ou de la Fédération en ce qui concerne le Mexique, continuent parfois d'intervenir à travers le ministère de l'Agriculture, dont les actions tendent à rester centrées sur les questions de production et de commercialisation sur les marchés de gros. Néanmoins, les politiques publiques qui concernent l'agriculture urbaine sont de plus en plus mises en œuvre à partir des territoires, par des autorités régionales, municipales ou métropolitaines. Ces actions s'adressent à une grande diversité de formes d'agriculture, depuis les exploitations commerciales jusqu'aux arrière-cours en passant par les jardins des écoles, et peuvent concerner aussi bien des formes originales de production que de commercialisation. Au Pérou comme au Mexique,

8. On désigne au Mexique sous le nom de *nopal* en particulier les cladodes (rameaux à apparence de feuille) des figuiers de Barbarie, très consommés dans la cuisine locale.

on trouve dans la panoplie de ces actions la prise en compte de la très grande proximité des consommateurs potentiels : les circuits courts sont encouragés à travers la création de marchés de producteurs. Les différents niveaux administratifs sont amenés à collaborer.

Quelle est la réalité de ces politiques ? F. Saavedra montre dans le cas de Mexico qu'elles ne sont guère soumises à évaluation. L'agriculture urbaine n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt, la politique qu'on met en avant pour dissimuler la misère des mesures prises en faveur de l'agriculture, mais aussi le peu d'importance qu'on accorde finalement à ces périphéries urbaines « populaires » dans lesquelles elle se développe ? Quelles nouvelles chances représente finalement l'agriculture urbaine pour les paysanneries qui vivent dans les banlieues des métropoles, pour les citadins qui habitent en bordure des champs ? Pour F. Saavedra, pousser des familles pauvres de l'agglomération de Mexico, sans expérience en matière de production agricole et dont l'accès à l'eau est limité, à développer le jardinage n'est pas opportun. C. Faliès montre que développer la vente directe au consommateur n'est possible qu'à la condition que producteurs ou acheteurs puissent effectivement se rencontrer ; or les premiers, surtout lorsqu'il s'agit de femmes, n'ont souvent pas de véhicule, et les deuxièmes ne sont pas disposés à faire des heures de route sur des chemins mal entretenus. J. Le Gall souligne que les producteurs maraîchers boliviens de Buenos Aires, malgré leur apport remarquable à l'économie et à l'alimentation de la ville, ne sont pas soutenus par de véritables propositions politiques. À Lima, comme le souligne H. Leloup, les espaces agricoles restent également peu reconnus, dans la diversité de leurs formes et de leurs fonctions, par les autorités publiques.

L'agriculture urbaine n'est certainement pas une solution miracle aux problèmes de pauvreté, de pollution ou aux fractures sociales que rencontrent les métropoles latino-américaines. Le concept permet de regrouper sous une même appellation des initiatives diverses, dont le point commun est qu'elles s'appuient sur le voisinage à la fois géographique et culturel entre producteurs et consommateurs. Il permet aussi d'entretenir un certain flou sur la réalité des politiques destinées à l'agriculture. Il faut très certainement s'y intéresser, non pas tant comme à une panacée que comme à une piste encore ténue et qui constitue un indicateur des évolutions sociales et politiques possibles dans les métropoles latino-américaines.

TRAJECTOIRES DE L'AGRICULTURE (PÉRI)URBAINE À LIMA : ENTRE DÉSINTÉRÊT ET RENOUVEAU DE L'ACTIVITÉ

Héloïse LELOUP*

Depuis le début du siècle, le Pérou connaît une croissance économique soutenue. Ce boom profite principalement à la métropole de Lima¹, qui engendre 42 % du produit intérieur brut. Aujourd'hui, l'agglomération est marquée par une certaine densification des quartiers centraux, mais son expansion a été caractérisée pendant plus d'un demi-siècle par une croissance territoriale informelle et fragmentée². Cette extension a été lourde de conséquences pour les terrains agricoles entourant la ville. L'installation de migrants venus du reste du pays, par vagues successives depuis les années 40, dans les espaces périphériques de la ville a contribué à la disparition progressive des parcelles agricoles et à la transformation globale de l'aspect de la ville. Les migrants ont investi les zones périphériques non urbanisées. La croissance de la ville s'est faite au rythme de la création de nouveaux quartiers en suivant trois axes géographiques : un axe s'étendant vers le nord, un autre qui s'est accroché aux contreforts des Andes vers l'est et

* Doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, sous la direction de Jean-Louis Chaléard et Évelyne Mesclier.

1. On considère ici la métropole de Lima comme la conurbation Lima-Callao, qui regroupe 50 districts, lesquels correspondent au niveau communal de la maille politique et administrative du pays.

2. Pablo VEGA CENTENO SARA LAFOSSE et Raúl MATTA, « La densification récente de Lima et ses défis en matière de logement et de transport », *Problèmes d'Amérique latine* 3/2013 (n° 90), pp. 39-56.

un dernier qui a empiété sur le désert vers le sud, appelés localement des cônes³.

Les actuelles terres agricoles sont souvent ce qui reste des anciennes haciendas, créées à partir de l'époque coloniale, et qui ont eu pour rôle d'approvisionner la ville mais aussi de produire pour l'exportation du coton et du sucre⁴. Ces terres appartiennent depuis la réforme agraire des années 1970 aux travailleurs de ces haciendas ou à leur descendance. Si l'agriculture que l'on observe en périphérie de Lima peut sembler homogène au premier abord, avec ses parcelles de taille relativement réduites et consacrées au maraîchage, les producteurs se sont différenciés au cours du temps afin de s'adapter à leur environnement. Du fait de l'expansion urbaine, les champs se font grignoter par la ville. La croissance de l'agglomération a abouti à une hausse de la valeur du foncier, et nombreux sont les exploitants cherchant à vendre leur terrain pour l'urbaniser.

Nous nous intéressons dans ces périphéries aux producteurs faisant le choix de continuer à produire, en mettant en place des stratégies innovantes pour poursuivre leur activité, dans un contexte peu favorable. En effet, les conditions de productions se sont dégradées au cours du temps du fait de multiples pressions.

Cependant l'agriculture à Lima ne se résume pas à ces exploitations périphériques, tournées dans leur grande majorité vers une production commerciale. Comme dans de nombreuses métropoles aussi bien du Nord que du Sud (Berlin, New-York, mais aussi La Havane, Brazzaville et bien d'autres), l'agriculture s'installe au sein même du tissu urbain, dans les jardins, les cours d'école, les arrière-cours des restaurants et sur les toits. Ces initiatives peuvent être individuelles ou émerger d'un rassemblement de voisins cherchant à améliorer leur cadre de vie, à être acteurs de leur alimentation et à reprendre le contrôle sur l'origine de leur nourriture⁵.

Dans un contexte international où l'agriculture urbaine et périurbaine est de plus en plus encouragée, le cas de Lima est particulièrement intéressant, car il est témoin de deux dynamiques contradictoires, celle de la disparition des terrains agricoles au profit de l'urbanisation et celle d'un renouveau de l'activité, porté par des préoccupations d'amélioration du cadre de vie et

3. Cette dénomination est parfois considérée comme péjorative. Sur la base du *Plan Regional de Desarrollo Concertado de Lima 2012-2025*, il apparaît plus pertinent aujourd'hui d'utiliser une division de la métropole en cinq grandes zones : Lima Centre, Lima Nord, Lima Est, Lima Sud et Callao.

4. Manuel BURGA et Nelson MANRIQUE, « Rasgos fundamentales de la historia agraria peruana, SS. XVI-XX » dans A. Chirif, N. Manrique, B. Quijandria (éd.), *SEPIA III. Lima*, 1990 ; Hernando GUERRA GARCÍA CUEVA, *Agricultura peruana*, 2. ed., Lima, Perú, H. Guerra García Cueva, 2006, 614 p.

5. Kathryn J. A. COLASANTI, Michael W. HAMM et Charlotte M. LITJENS, « The City as an « Agricultural Powerhouse »? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan », *Urban Geography*, vol. 33, n° 3, Avril 2012, pp. 348-369.

de l'alimentation quotidienne. D'une part, comme pour beaucoup de villes des pays en développement, la croissance de Lima est si rapide qu'elle est difficilement contrôlable par les autorités publiques, qui manquent de moyens pour faire appliquer les plans d'aménagement du territoire et pour maîtriser les occupations illégales de terres, qu'elles soient le fait de personnes venant d'autres régions du pays ou, de plus en plus, des enfants de familles arrivées dans les décennies précédentes. D'autre part, la société et ses autorités sont influencées dans leurs choix par des modèles venant en particulier des pays du Nord, qui vantent les bienfaits d'une agriculture de proximité et son rôle dans l'émergence d'une ville durable.

Finalement, quelle est la place de l'agriculture dans le quotidien des Liméniens ? S'agit-il d'une activité résiduelle, vouée à disparaître dans les années à venir ou au contraire d'une activité en cours de renouvellement en raison des demandes formulées par des citoyens de plus en plus exigeants sur leur alimentation ou leur cadre de vie ? Alors que les multiples fonctions de l'agriculture urbaine et périurbaine sont de plus en plus reconnues à l'échelle internationale, quelle est la part de l'action des autorités publiques dans les dynamiques qui concernent cette activité ?

UNE AGRICULTURE PÉRIURBAINE PEU RECONNUE MAIS TRÈS LIÉE À LA VILLE

La capitale péruvienne a connu au cours des dernières décennies une croissance sans commune mesure, passant de 660 000 habitants en 1940 à plus de 9 millions aujourd'hui⁶. Celle-ci s'est faite de façon horizontale, étendant toujours plus loin les frontières de l'agglomération. Cet essor de l'urbain ne s'est pas fait sans conséquences pour les espaces agricoles jouxtant la ville, dans l'indifférence relative des autorités et des citoyens.

Une agriculture victime de représentations négatives

La ville de Lima se caractérise par une extension rapide et incontrôlable à partir des années 1940. C'est à cette époque que l'on voit émerger les premières *barriadas*⁷, notamment sur les berges du fleuve Rímac. À partir de 1954 l'expansion urbaine prend de l'ampleur et on assiste à l'urbanisation massive des espaces situés au nord, à l'est et au sud de la ville du début du XX^e siècle. Ces périphéries présentent une forme de cône, ce qui leur vaudra leur dénomination.

C'est justement au sein de ces espaces que l'on retrouve aujourd'hui les terres agricoles restant des anciennes haciendas, le long des trois

6. Pascale METZGER, Pauline GLUSKI, Jérémy ROBERT et Alexis SIERRA, « Atlas problématique d'une métropole vulnérable : inégalités urbaines à Lima et Callao », 2014, 36 p.

7. *Barriada* : « Quartier où les populations se sont installées avant toute habilitation urbaine » Jean-Claude DRIANT et Carlos GREY, « Acceso a la vivienda para la segunda generación de las barriadas de Lima », *Bull. Inst. Fr. Et. And.*, vol. 17, n° 1, 1988, pp. 19-36.

vallées traversant la capitale, les vallées du Chillón, du Rímac et du Lurín. L'urbanisation des trois « cônes » s'est déroulée sur des temps distincts. Celle de la zone Est a été la plus précoce, à partir des années 1930. Connectée à la *Carretera Central* (la route reliant Lima aux Andes centrales), elle fait figure de lieu stratégique⁸ et présente des atouts climatiques (ensoleillement toute l'année), ce qui a participé à l'établissement de résidences secondaires des populations bourgeoises⁹. Lima Nord a été créée dans les années 60 sur une zone agricole étendue qui recouvrait les basses vallées du Rímac et du Chillón. De multiples informations historiques décrivent l'existence de plus de 115 haciendas de moyenne et petite taille, ainsi que de nombreux espaces agricoles de petits propriétaires, sur une superficie de plus de 20 000 ha¹⁰. À Lima Sud, on comptait en 1961 encore 18 haciendas et 9 *fundos*, et la vallée de Lurín ne comprenait que deux *centros poblados*¹¹ : Lurín et Pachacámac¹². Aujourd'hui, on y retrouve encore les dernières terres cultivées de la vallée, fragments d'une ceinture écologique qui a perduré jusque dans les années 90.

Cette extension de la ville dépourvue de tout plan d'urbanisation, en partie sur des terrains agricoles, a contribué à véhiculer une image des périphéries de Lima réservées « à l'agriculture d'une part, et à des populations pauvres composées essentiellement de migrants d'autre part »¹³.

8. José MATOS MAR, *Perú: estado desbordado y sociedad nacional emergente*, Universidad Ricardo Palma, Centro de Investigación, 2012, 573 p.

9. Émilie DORÉ, Domingo Tito SIHUAY MARAVI et Alicia HUAMANTINCO, « Divisions sociales dans la périphérie de Lima: entre ségrégation et partage des espaces », dans J.-L. Chaléard (dir.), *Métropoles aux Suds: le défi des périphéries ?*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 2014, pp. 101-114.

10. Santiago TACUNÁN, « Historia al norte de Lima », *Summa Humanitatis*, vol. 7, n° 1, 14 Février 2014; José MATOS MAR et Ruben MATOS LAGOS, *Aguas residuales, agricultura y alimentacion en la gran Lima*, Lima, Perú, Organizacion Panamericana de la Salud, 1990, 175 p.

11. Selon l'Institut National de Statistique et informatique (INEI) <http://proyectos.inei.gob.pe/web/biblioineipub/bancopub/Est/Lib0017/ANEX2.htm>, il s'agit de tout lieu du territoire national identifié par un nom et habité par des populations ayant l'intention d'y demeurer. Les habitations peuvent être regroupées de manière contiguë, formant des pâtés de maisons, avec des rues et des places ; ou semi-dispersées par petits groupes comme c'est le cas des hameaux, villages, dépendances, etc. ; ou être complètement dispersées comme celles des agriculteurs dans des régions agricoles ou d'élevage. Ses habitants sont liés par des intérêts communs de caractère économique, social et culturel.

À distinguer des *centros poblados urbanos* qui présentent au moins 100 habitations contiguës. L'emploi en lui-même de cette dénomination implique que le territoire dans lequel est compris le *centro poblado* est rural.

12. José MATOS MAR et J. Portugal MENDOZA, *El Valle de Lurín y el pueblo de Pachacámac: cambios sociales y culturales*, Departamento de Antropología, Facultad de Letras, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, 1964, 282 p.

13. Évelyne MESCLIER, Jean-Louis CHALÉARD, Alicia HUAMANTINCO, Cécilia MONTOYA et Jean-Marie THÉODAT, « Aux frontières de l'agglomération de Lima », *Graphigéo*, n° 34, 2011, pp. 65-78.

L'agriculture en ville répond souvent dans les pays du Sud à une activité de subsistance, permettant aux citoyens de faire face à des situations de crise, de pauvreté, ou d'accéder à l'emploi formel¹⁴. Or, il apparaît que les modalités de développement de l'agriculture urbaine et périurbaine à Lima sont différentes. Les acteurs de l'activité agricole ont été intégrés au contexte bien particulier des haciendas. Dès le début, l'agriculture de Lima a été porteuse de logiques commerciales et non vivrières. Selon les enquêtes menées auprès des exploitants des périphéries, la grande majorité des agriculteurs actuels sont d'anciens travailleurs des haciendas, ou leurs descendants directs. Suite à la réforme agraire de 1969, fixant la limite supérieure de la taille des propriétés à 150 ha sur la côte¹⁵, les terres sont attribuées à ceux qui la travaillent et les haciendas sont amenées à disparaître. Les exploitants à proximité de Lima se retrouvent alors à la tête de parcelles comprises entre 3 et 6 ha¹⁶.

On assiste alors au passage d'un système d'hacienda à l'atomisation des parcelles, et à la mise en place d'un système de production reposant sur des agriculteurs individuels, présentant un statut pouvant être assimilé à celui d'entrepreneur (décision individuelle de la mise en production du terrain, du financement des campagnes et du réinvestissement des bénéfices engendrés par les campagnes précédentes). La réforme agraire aurait eu de lourdes conséquences sur le secteur agraire du pays : elle est notamment accusée de la perte de productivité des exploitations et ses opposants ont contribué à la diffusion d'une image négative de l'activité agricole paysanne¹⁷. Les représentations négatives de l'activité agricole ont entraîné l'altération de celles des agriculteurs, jugés incapables d'assurer une balance commerciale positive.

Des productions destinées à la ville

Aujourd'hui le secteur agricole n'est plus attractif pour les habitants des périphéries, ni pour les migrants récents, bien que l'on observe dans les vallées agricoles des nouveaux arrivants se faisant employer en tant que travailleurs ou *peones*¹⁸. En effet, la capacité de l'activité agricole à générer de nouveaux emplois semble réduite. Selon le quatrième recensement

14. Alice FRANCK, « Maraîchers à Khartoum : entre intégration et marginalisation étude des capacités intégratrices de l'agriculture urbaine », *Revue Tiers Monde*, vol. 185, n° 1, 1 Janvier 2006, pp. 39-55 ; Ophélie ROBINEAU, *Vivre de l'agriculture dans la ville africaine : une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, Thèse de doctorat, Université Paul Valéry - Montpellier III, 2013, 365 p.

15. Fernando EGUREN, « La agricultura de la costa peruana », *Debate agrario*, vol. 35, 2003, pp. 1-38.

16. *Ibid.*

17. Évelyne MESCLIER, « Trente ans après la réforme agraire péruvienne : le discours des investisseurs contre la voie paysanne », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 38, 2000, pp. 117-141.

18. Dénomination des ouvriers agricoles non spécialisés, souvent employés dans les exploitations sous la base de contrats de courte durée.

agrarie réalisé en 2012, le nombre d'unités agricoles s'élevait à peine à plus de 9 000 sur l'ensemble de l'agglomération de Lima.

Actuellement, les producteurs urbains et périurbains cultivent en grande majorité des produits horticoles, destinés à être vendus sur l'immense marché de consommateurs que constitue la capitale péruvienne. Ce type de production est valorisé depuis le début des années 1990¹⁹. Les temps de trajet sont réduits entre lieu de production et lieu de commercialisation, ce qui assure la fraîcheur des produits et constitue un avantage pour les producteurs locaux par rapport aux exploitants des provinces.

Si sur l'ensemble des produits maraîchers transitant sur les marchés de gros de Lima, les productions des périphéries représentent des quantités infimes (environ 3 % de la totalité²⁰), cette tendance est à nuancer lorsqu'on s'attarde sur des productions spécifiques. À titre d'exemple, on peut citer la coriandre pour laquelle plus de 68 % de la production provient de la métropole de Lima, ou encore le navet ou la bette pour lesquels les proportions atteignent respectivement 67 % et 56 %²¹. Globalement, on observe que Lima présente un poids non négligeable dans la production de légumes feuilles et d'herbes aromatiques. On peut souligner également une grande diversité des productions dans les périphéries de Lima. En effet, on y cultive 31 des 37 principaux légumes maraîchers vendus sur les marchés. C'est la seule région à connaître une telle variété²².

Les chiffres officiels concernant les surfaces agricoles à Lima sont contradictoires et à traiter avec précaution. En effet, le recensement agricole de 1994 évoque des surfaces inférieures à 27 200 ha, alors que celui de 2012 répertorie près de 48 000 ha en production. La municipalité de Lima Métropolitaine comptabilise de son côté sur les 43 districts de sa juridiction environ 8 200 ha de surface agricole en 2010²³. Cependant, on peut affirmer que quelques districts concentrent la majorité des parcelles agricoles et d'élevage. Il s'agit de Carabayllo, Lurín et Pachacámac. Ces trois districts sont situés à la limite de l'agglomération, dans un environnement à la frontière entre le rural et l'urbain.

Compris dans les surfaces agricoles, un autre type d'exploitation est à prendre en compte, celui des élevages de poulets. La viande de poulet est en effet une des bases de la consommation quotidienne des Liméniens. Les batteries sont reléguées aux flancs des collines jouxtant les zones les plus éloignées des périphéries, afin d'éviter les nuisances au voisinage et de préserver la santé des poulets.

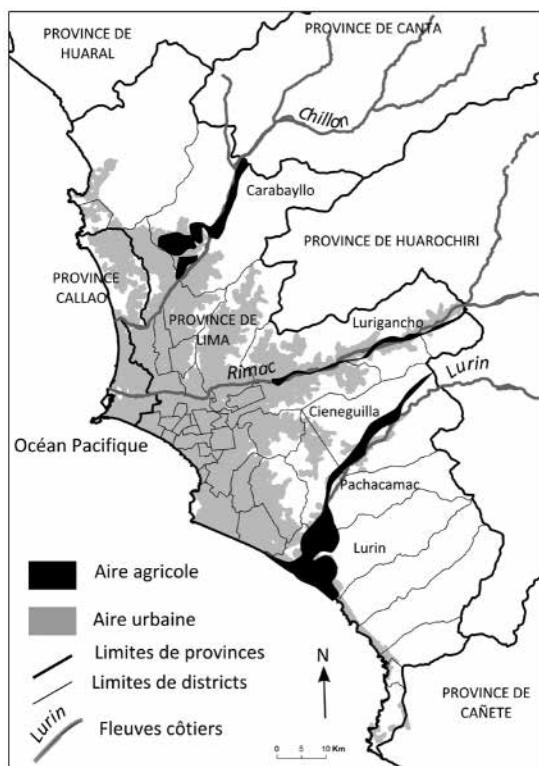
19. ALTERNATIVA, *Carabayllo rural, tierra, agua y vida.*, Lima, Perú, Alternativa Centro de Investigacion Social y Educacion Popular, 1993, 142 p.

20. DANIEL ANICAMA, *Vulnerabilidad en el abastecimiento de alimentos en Lima Metropolitana*, EAP Geografia, UNMSM, 2010, 82 p.

21. MINAGRI, *Produccion hortifruticola 2013*, Lima, Perú, Minagri, 2013.

22. *Ibid.*

23. MUNICIPALIDAD METROPOLITANA DE LIMA, *Plam 2035*, 2014.

Figure 1 : Aire urbaine et espaces agricoles à Lima

Source : Images satellites 2015, MINAGRI 2013, INEI 2015.

Réalisation : H. Leloup.

L'agriculture périurbaine à Lima n'est donc, dans sa globalité, ni une activité de subsistance pour répondre à une situation d'urgence, ni une activité de citoyens privilégiés cherchant à se rapprocher de la nature et voyant dans l'activité agricole une distraction. Elle répond à des logiques commerciales, et ses acteurs sont pour la plupart d'origine modeste.

DES RÔLES POTENTIELLEMENT IMPORTANTS DANS LA VIE DE LA MÉTROPOLE

Ce sont les petites exploitations des périphéries qui constituent la partie « visible » de l'agriculture à Lima. Aujourd'hui, les parcelles agricoles des périphéries sont majoritairement résiduelles, et soumises à une forte pression urbaine. Mais la situation n'est pas si homogène qu'il n'y paraît, et l'agriculture liménienne présente d'autres facettes, plus dynamiques et plus inscrites dans les tendances actuelles de promotion d'une agriculture urbaine, au sens d'une activité participant à la construction de la ville. On

observe les rapports fonctionnels réciproques entre l'agriculture et la ville mis en évidence par Fleury et Donadieu : « espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville »²⁴.

Une activité pouvant s'avérer plus rentable grâce à la proximité des consommateurs

Si les agriculteurs périurbains ont pour point commun les cultures maraîchères et horticoles, ils se distinguent les uns des autres par la valorisation des récoltes. Les agriculteurs des périphéries sont avant tout des agriculteurs commerciaux, vouant la majorité voire la totalité de leur récolte à la commercialisation, et conservant une part infime pour leur propre consommation. Pour des acteurs dont le niveau d'éducation est élémentaire, l'activité agricole peut en effet se révéler une source de revenu intéressante. Aussi, à niveau de qualification égale, l'agriculture dégage des bénéfices plus intéressants qu'un emploi en ville, bien que le premier soit plus aléatoire qu'un travail salarié²⁵.

Mais on se doit aussi de distinguer plusieurs types d'agriculture commerciale, variant selon les stratégies mises en place par les exploitants. Certains peuvent faire le choix de suivre les circuits classiques de commercialisation, alors que d'autres préfèrent opter pour des circuits plus innovants, mais aussi plus audacieux, nécessitant des investissements de départ parfois importants.

La grande majorité des produits cultivés en périphéries de Lima sont destinés aux principaux marchés de gros de la ville, dont celui de *La Parada* au centre de la ville, qui est en voie d'être remplacé par celui de Santa Anita, dans le cadre de la politique de modernisation de la Municipalité. Le schéma de commercialisation le plus fréquent est celui de la vente de la récolte sur la parcelle à un intermédiaire grossiste, qui se chargera de la revendre sur les marchés. À l'instar de ce que l'on observe dans d'autres régions du pays, il s'est créé une relation de dépendance entre les producteurs et les commerçants, les grossistes finançant parfois une partie de la campagne agricole au travers de la fourniture d'intrants ou de semences²⁶. Les agriculteurs suivant ce circuit ne profitent donc pas de la proximité de la ville pour réaliser des économies sur le transport ou pour s'épargner le coût des marges des intermédiaires.

Certains producteurs, plus conscients des possibilités qu'offre la proximité des consommateurs finaux, ont tenté de mettre en place d'autres systèmes

24. André FLEURY et Pierre DONADIEU, « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, vol. 31, 1997, pp. 45-61.

25. Héloïse LELOUP, *Rentabilité de l'agriculture familiale en périphérie de Lima. Analyse de la compétitivité des exploitations de Carabaylo.*, Mémoire master 2, Université Paris 7 Denis Diderot, Paris, 2012, 138 p.

26. Marguerite BEY, « Production paysanne et approvisionnement de Lima », dans D. Douzant-Rosenfeld et P. Grandjean (dir.), *Nourrir les métropoles d'Amérique Latine : approvisionnement et distribution.*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 121-145.

de commercialisation. De par des relations privilégiées avec les grossistes, ils ont pu endosser la double casquette de producteurs et de commerçants. Ils peuvent ainsi vendre directement leurs récoltes sur les marchés de gros, et toucher des bénéfices supplémentaires grâce à la vente combinée de leurs productions et de celles de leurs voisins.

Par ailleurs d'autres exploitants ont opté pour des circuits de vente sortant totalement du modèle classique. Il s'agit de la vente directe aux consommateurs, qui suit deux itinéraires selon les acteurs que nous avons rencontrés. Profitant d'initiatives mises en places par des réseaux d'agriculteurs, des ONG et plus récemment la municipalité de Lima Métropolitaine, un certain nombre d'agriculteurs peuvent aujourd'hui vendre leurs productions directement aux consommateurs sur des marchés locaux. Ces marchés insistent sur deux aspects principaux des produits proposés : la suppression des intermédiaires entre producteurs et consommateurs, et un usage limité d'engrais et d'intrants chimiques. Cette modalité de commercialisation n'est encore que très peu répandue, les marchés de producteurs sont peu nombreux et circonscrits à des zones précises. De plus, ces marchés présentent des obstacles difficiles à surmonter pour la majorité des producteurs : la nécessité de se rendre sur les marchés avec les produits destinés à la vente requiert l'usage d'un véhicule de transport ; les normes de qualité sont plus élevées que celles que l'on retrouve sur les marchés de gros ; les places sont limitées.

Plus rarement, des agriculteurs vendent de manière directe leurs productions à des restaurateurs, à des commerces spécialisés dans la distribution de produits naturels ou à domicile. Ces modes de commercialisation nécessitent un ancrage territorial solide ainsi qu'un réseau de contacts étendu. À titre d'exemple, Don Torcuato, agriculteur de Pachacámac, vend ses produits aux restaurants les plus prestigieux de Lima. Il s'est fait connaître de ses clients après avoir vendu pendant deux ans ses productions à une chaîne de supermarchés péruvienne réputée, sous sa propre marque. Après qu'il s'est retiré de la collaboration, des clients lui sont restés fidèles et ont continué à se fournir chez lui.

Une activité contribuant au bien-être de la population

En parallèle des terrains agricoles de périphéries décrits plus haut, une agriculture à l'intérieur même du tissu urbain se développe, répondant à des logiques propres. Il s'agit de parcelles beaucoup plus modestes, soit individuelles, soit partagées entre plusieurs familles, que l'on appelle des *huertos*²⁷ dans les deux cas. Ils se développent la plupart du temps sur des espaces publics laissés vacants.

L'activité agricole participe dans ces cas d'un autre aspect de la vie quotidienne des citoyens : elle est vectrice de bien-être personnel. Les producteurs ont dû effectuer un travail harassant pour transformer des terrains

27. Le terme signifie jardin potager.

abandonnés ou encombrés de gravats en potagers urbains. Ils participent à la création d'espaces de détente dans des quartiers souffrant la plupart du temps d'un manque d'espaces verts et d'une densité de population élevée. Comme on peut le souligner dans d'autres villes du Sud²⁸, l'agriculture est ici convoquée pour verdier la ville et « la rendre supportable ». À titre d'exemple, on peut citer le district de Comas qui enregistrait en 1993 une densité de plus de 8 000 habitants au km², et celui de Villa El Salvador qui comptait plus de 7 000 habitants au km² à la même époque²⁹. En 2012, ces chiffres ont connu une augmentation impressionnante : Comas et Villa El Salvador présentent respectivement des densités de 10 723 et de 12 800 hab/km²³⁰. Nous nous attardons sur ces cas précis car le travail de recherche nous a amenée à interroger des jardiniers urbains de ces localités.

Le cas de Villa Salvador répond à un contexte particulier, il s'agit d'une des expériences les plus abouties de développement urbain selon des stratégies participatives coordonnées par le pouvoir municipal local³¹. Le district de Comas quant à lui, et comme beaucoup d'autres districts de la capitale, péricentraux et populaires, a été peuplé de manière rapide et anarchique sans répondre à un plan d'aménagement établi par la municipalité. Pour les habitants de ces quartiers modestes, qu'il soit issu ou non d'un plan d'aménagement, le jardinage apparaît comme un loisir. Le jardin est un endroit attrayant du quartier, et peut être facteur de réduction du stress et vecteur d'une certaine satisfaction personnelle. Dans les jardins communautaires, il ne s'agit pas essentiellement de produire pour subsister, l'agriculture s'est convertie en plaisir. Mais elle représente également une opportunité d'augmenter la quantité d'aliments à disposition des familles, ainsi que d'avoir un contrôle sur la qualité de ceux-ci. En produisant leurs propres légumes, les familles réduisent leurs dépenses hebdomadaires.

L'agriculture a aussi un impact sur la confiance des habitants, ceux-ci se perçoivent davantage comme des acteurs investis de leur destin en produisant leur nourriture. Cette sensation est d'autant plus forte que les jardins communautaires se sont créés sans l'aide de l'État ou d'institutions publiques dans un premier temps. Leur succès les a amenés par la suite à être soutenus par des ONG locales, puis par les municipalités des districts. Cette propension des habitants à prendre en main leur quotidien est à mettre en relation avec l'histoire des quartiers, souvent le fruit de

28. Monique POULOT, « Agriculture dans la ville, agriculture pour la ville : acteurs, pratiques et enjeux », *Bulletin de l'Association de géographes français : Geographies*, vol. 90, n° 3, 2013, pp. 276-285.

29. INEI, *Censos nacionales 1993: IX de Poblacion y IV de Vivienda*, Lima, Perú, INEI, 1993.

30. INEI, *Población 2000 al 2015*, <http://proyectos.inei.gob.pe/web/poblacion/>, consulté le 2 juillet 2015.

31. Diana BURGOS-VIGNA, « Démocratie participative et attractivité des villes en Amérique latine », *Mondes en développement*, vol. 149, n° 1, 2010, pp. 53-68.

l'auto-construction³². Le développement des jardins communautaires entre donc en continuité avec l'implication des populations dans les projets urbains de leur quartier. Le cas de Lima peut être rapproché de celui de Cuba, où l'investissement des populations signifie « une redécouverte du territoire, de l'architecture et de l'espace occupé collectivement »³³.

L'attention portée aux bienfaits ressentis par les individus lors de la pratique de l'agriculture est souvent trop faible. Ces bienfaits sont également ressentis par les agriculteurs commerciaux, travaillant des surfaces étendues, qui déclarent leur goût pour le travail en plein air. Les agriculteurs souhaitant délaisser l'activité pour un emploi en ville le font le plus souvent sous la contrainte (économique ou foncière), et non pas parce que leur activité leur semble déplaisante.

Le rôle de l'agriculture dans la construction de nouveaux liens

À l'image de ce que l'on observe dans les pays du Nord, on peut constater qu'à Lima l'agriculture urbaine et périurbaine ne joue pas qu'un rôle alimentaire, mais assure des fonctions nouvelles, notamment sociales et environnementales³⁴.

L'activité agricole en milieu urbain permet de créer des liens avec le voisinage. Les jardins de quartier deviennent des lieux de rencontre et de partage : partage de semences, mais aussi de connaissances et de pratiques. De plus, ces cultivateurs souhaitent entrer dans le quotidien des quartiers, en organisant des visites pour les écoles adjacentes, en distribuant les surplus aux cantines locales ou en mettant en place des ventes à l'occasion de manifestations. À titre d'exemple, nous pouvons évoquer un jardin de Villa El Salvador, dont les membres se sont organisés de concert avec un club de football local, leur voisin immédiat, pour mettre en place un tournoi durant lequel un repas a été préparé et vendu par les cultivateurs. Le jardin est un espace de discussion et d'échanges, il participe dans une certaine mesure à la réduction de l'exclusion sociale au sein des quartiers.

Les jardins urbains permettent également aux citoyens d'entretenir de nouvelles relations avec leur alimentation. En effet, depuis une dizaine d'années, « les Péruviens n'ont jamais autant parlé de cuisine »³⁵ et cet engouement touche toutes les couches de la population. D'une part, la gastronomie s'internationalise, les chefs péruviens sont reconnus et deviennent des figures publiques, les restaurants de luxe se multiplient,

32. Anna WAGNER, « L'invasion, principale filière populaire de production foncière et immobilière à Lima », *Revue Tiers Monde*, vol. 29, n° 116, 1 Octobre 1988, pp. 1055-1066.

33. Janice ARGAILLOT, « Émergence et impacts de l'agriculture urbaine à Cuba », *Espaces et sociétés*, vol. 158, n° 3, 1 Juillet 2014, pp. 101-116.

34. André FLEURY et Paule MOUSTIER, « L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable », *Cahiers agricultures*, vol. 8, n° 4, 1999, pp. 281-287.

35. Raúl MATTA, « La construction sociale de la cuisine péruvienne », *Hommes & Migrations*, n° 1, 2010, pp. 96-107.

faisant de Lima une destination de choix pour les touristes fervents de gastronomie. En parallèle, les populations liméniennes s'approprient le phénomène et valorisent des produits jusqu'alors stigmatisés en tant que produits de consommation paysanne, tels que le quinoa. La dynamique est telle que la gastronomie s'est convertie en un instrument capable de promouvoir une identité nationale, dans un pays divisé et soumis à de nombreux conflits et contrastes, où les facteurs d'unification sont réduits³⁶.

Les agriculteurs, qu'ils cultivent dans des jardins urbains ou qu'ils soient intégrés dans un mécanisme de marché, s'intègrent à cette nouvelle dynamique appelée « boom de la gastronomie ». Les restaurateurs de la capitale sont en effet de plus en plus sensibles à la provenance de leurs produits et cherchent à valoriser la petite agriculture traditionnelle, comme en témoigne le programme « *Alianza Cocinero-Campesino* » (Alliance cuisinier-paysan). Celui-ci a pour objectif de renforcer la diversité des productions péruviennes en mettant en avant par exemple la grande variété de pommes de terre endémiques au Pérou.

Les parcelles des périphéries contribuent aussi à la création du paysage urbain en fournissant les espaces verts de Lima en gazon ou plantes ornementales. Ces plantes agrémentent également les jardins privés, de nombreuses entreprises paysagistes se fournissant dans les zones périphériques. La production de plantes ornementales et de gazon est d'ailleurs en passe de devenir la culture majoritaire dans certains districts : Lurín et Pachacámac sont reconnus pour leur production de plantes de décoration et ont débuté la conversion des parcelles il y a une dizaine d'années.

Mais l'abandon des cultures maraîchères au profit des plantes décoratives peut se faire sous la contrainte, du fait d'un contexte ne permettant plus un développement optimal des premières. Le cas de l'ancienne hacienda Nievería, dans le district de Lurigancho, est révélateur de ce phénomène. En effet, le secteur a été investi dans les années 80 par des entreprises de fabrication de briques, qui ont dès lors exploité la terre. Elles proposaient des contrats avantageux aux agriculteurs pour l'achat de terre agricole vouée à être transformée en briques (selon Cypriano Surca, ancien président de la commission d'irrigateurs de Nievería). Cette pratique, si elle s'avère rentable sur le court terme, ne peut être reproduite indéfiniment. Elle implique le creusement du terrain pour en extraire l'argile. Une fois que la majeure partie de la terre a été vendue, le sol est inexploitable pour la culture de produits maraîchers. Les agriculteurs se sont alors tournés vers le gazon, moins exigeant, et dont la demande a connu un fort accroissement dans les années 90, dans le cadre de politiques en faveur du « verdissement » de Lima. Les municipalités les plus nanties ont en effet multiplié les espaces verts. Bien qu'elles soient les premières demandeuses de gazon, les agriculteurs traitent rarement directement avec les municipalités et les ventes se font par l'intermédiaire d'un acteur tiers.

36. Agustín ESPINOSA et Alicia CALDERÓN-PRADA, « Relaciones entre la identidad nacional y la valoración de la cultura culinaria peruana en una muestra de jóvenes de clase media de Lima », *Liberabit*, vol. 15, n° 1, 2009, pp. 21-28.

L'exemple du gazon semble remarquable, car il contribue à la transformation du paysage urbain à deux échelles. À l'échelle métropolitaine, la multiplication des espaces verts a été facilitée par un accès direct aux pelouses ; alors qu'à une échelle plus locale, dans les zones où sont produites les pelouses, on assiste à un abandon progressif des cultures maraîchères. Au niveau des techniques culturales et de prélèvement, le gazon nécessite que l'on retire systématiquement une couche de terrain, on assiste alors à un affaissement des parcelles, déjà très visible à Nievería du fait de l'emprise dans la zone des briqueteries. Sur le paysage, ces activités se traduisent par des excavations de plusieurs mètres de profondeur. Les habitations peuvent être construites en dessous du niveau des pistes et voies de communication.

L'agriculture à Lima peut présenter un intérêt plus fort pour les citoyens et pour la ville que ce que l'on observe dans un premier temps. D'une part, son poids dans l'approvisionnement des marchés est réel, surtout si on se penche sur des cultures précises. Elle est aussi la principale source de revenus pour les producteurs des périphéries. Enfin, au-delà de l'aspect économique, l'activité participe à la création d'une nouvelle image de la ville, par le verdissement progressif des espaces urbains mais aussi par la contribution à l'établissement d'une ville plus agréable pour ses citoyens.

UNE ACTIVITÉ SOUFFRANT D'UN MANQUE D'INTÉRÊT DE LA PART DES AUTORITÉS PUBLIQUES

L'agriculture urbaine et périurbaine est issue de diverses dynamiques à Lima. Récemment, un engouement pour la petite agriculture a vu le jour, porté notamment par l'essor de la gastronomie. Alors que la tendance mondiale est à la promotion de l'agriculture urbaine et à la reconnaissance de ces multiples fonctions pour la ville et ses citoyens, les autorités publiques liméniennes ne mettent que très discrètement en valeur ses potentialités.

De rares actions allant vers le soutien de l'agriculture urbaine

Récemment, l'agriculture urbaine est devenue un sujet de débat, et une pratique en vogue dans les politiques de la ville durable. La municipalité de Lima, plus particulièrement sous le mandat de Susana Villarán (2011-2014), a tenu un discours politique en faveur de la création de *huertos urbanos* ou jardins urbains. Ces politiques étaient résolument tournées vers une production destinée à l'autoconsommation des familles les plus défavorisées de Lima, et dirigées vers les districts souffrant d'un manque cruel d'espaces verts où l'on retrouve également des taux de dénutrition élevés. Au total, cinq millions de soles³⁷ ont été investis dans le but de créer 2 000 jardins urbains dans 6 districts de Lima. Le programme se basait sur l'appui d'organisations locales et des structures éducatives. Ce programme a été lancé en 2012. À la fin de l'année 2015 on considère que le programme a

37. Soit plus de d'un million trois cents mille euros.

contribué à mettre en place 78 jardins urbains³⁸, dont 59 scolaires et 19 communautaires. Ces jardins ont été implantés principalement dans le nord de la ville : Independencia, San Martín de Porres, Comas.

Des jardins productifs ont également été créés dans des districts situés au sud de la ville : Villa María del Triunfo, Pachacámac et Villa El Salvador. Dans le cas de ces districts, ces espaces ont émergé soit de manière complètement indépendante et spontanée, soit sous l'impulsion d'ONG ou autres institutions. Notamment, l'IPES (Institut pour la promotion du développement durable) et l'IDMA (Institut pour le développement et l'environnement) se sont alliés pour créer un centre de formation à Pachacámac dans le but d'appuyer les agriculteurs urbains. Ce centre met en place des ateliers proposant des formations spécifiques : création d'une unité de compostage, utilisation d'intrants verts, commercialisation, etc. C'est aussi un lieu de rencontre et de partage d'expériences pour les agriculteurs urbains de la zone.

En parallèle, les actions de soutien à la fois de la part des autorités publiques et des ONG envers les producteurs des périphéries sont rares, et souvent circonscrites à des zones limitées. Le programme du CIP (Centre international de la pomme de terre) *Cosecha urbana* (récolte urbaine) a participé au développement de l'agriculture biologique à Carapongo, à l'est de la ville. Il avait pour objectif d'organiser les producteurs et de faciliter les débouchés de commercialisation³⁹. Une association de producteurs a été créée, qui perdure aujourd'hui, bien que sur les 20 membres initiaux, seuls 7 continuent à produire (selon Víctor Cuba, président de l'association COSANACA). Il s'agit d'un des rares exemples de soutien à l'agriculture des périphéries, la plupart des producteurs travaillant de manière individuelle et autonome. Il existe des initiatives allant dans le sens d'un soutien à l'activité agricole en milieu périurbain, mais celles-ci ne touchent qu'une part très limitée des acteurs agricoles.

De même, l'agence agraire de Lurín⁴⁰ au sud de la ville tente d'obtenir des fonds du gouvernement afin de soutenir les agriculteurs commerciaux. Elle est notamment à l'origine de l'ouverture d'un centre, situé dans les locaux même de l'agence, dont le but est d'offrir chaque semaine aux exploitants la liste des prix des produits vendus sur le marché de Santa Anita. En effet, une des difficultés principales mentionnée par les producteurs dans la conduite de leur activité est le manque d'informations disponibles sur l'état du marché : prix pratiqués sur les marchés de gros, état de l'offre et de la demande.

38. MUNICIPALIDAD METROPOLITANA DE LIMA, *op. cit.*

39. RUAF et IPES, « Fortalecimiento de Organizaciones de Productores Urbanos », *Revista Agricultura Urbana*, 2007, n° 17, 2007, 48 p.

40. Organe décentralisé du gouvernement, les agences agraires sont attachées à un bassin versant et chargées de la gestion du secteur agraire de la zone. Il s'agit d'un lieu essentiel pour les producteurs car promoteur d'informations et de conseils techniques.

Il existe des initiatives allant dans le sens d'un soutien à l'activité agricole en milieu périurbain, mais celles-ci ne touchent qu'une part très limitée des acteurs agricoles. Face à cette constatation, on peut soumettre plusieurs hypothèses pouvant expliquer ce manque. D'une part, une volonté de soutenir la « petite » agriculture ou les exploitants sans terre ; les producteurs commerciaux travaillant sur des parcelles de plusieurs hectares ont des ressources et ne seraient donc pas prioritaires dans l'agenda des politiques. D'autre part, l'emploi d'intrants chimiques ne correspond pas à l'image d'une agriculture de proximité respectueuse de l'environnement. On peut évoquer aussi la distance séparant les exploitations des centres de décision, conférant aux parcelles des périphéries une visibilité insuffisante.

Une vision de l'agriculture des périphéries qui évolue

Le peu d'intérêt des autorités publiques peut paraître surprenant lorsqu'on se penche sur la mise en valeur de l'agriculture périurbaine dans d'autres contextes, à la fois dans les Nords et dans les Suds. À Buenos Aires par exemple, les autorités commencent à considérer les espaces périphériques non plus comme une réserve foncière, mais comme un espace à conserver et qui doit concentrer l'attention de multiples acteurs⁴¹. À Lima, bien que le phénomène d'expansion de la ville se soit ralenti depuis les années 1990, et que « le dynamisme de la ville d'aujourd'hui ne concerne plus les terrains à occuper mais les terrains occupés »⁴², les espaces périphériques sont toujours perçus comme des « espaces à prendre », où les projets immobiliers se multiplient. C'est le cas notamment dans la vallée du Chillón au nord de la ville, où les terrains agricoles sont l'objet de la convoitise des entreprises immobilières⁴³.

Le *Plam 2035*, rédigé par la Municipalité métropolitaine de Lima en 2014 et ayant pour vocation d'établir un plan d'aménagement du territoire métropolitain à l'horizon 2035, inclut dans ses projets une nouvelle gestion des espaces agricoles. Il prévoit en effet l'intangibilité d'une part des parcelles agricoles des trois vallées, interdisant l'habilitation urbaine, ce qui signifie que les résidents de maisons ou d'immeubles construits sur ces parcelles ne pourraient pas avoir accès aux réseaux de services urbains. Le *Plam* intègre ces espaces dans un outil spécifique appelé le parc agricole. Les espaces agricoles sont ici considérés comme des espaces ouverts à conserver pour

41. Julie LE GALL, « La conservation des zones maraîchères de proximité, moteur de l'émergence de politiques spécifiquement périurbaines dans la Région métropolitaine de Buenos Aires ? », *Bulletin de l'Association de géographes français*, vol. 90, n° 3, 2013, pp. 318-336.

42. Gustavo RIOFRÍO, « Reinventar la ciudad », *Revista Quehacer*, 2010, pp. 22-27.

43. LIMA COMO VAMOS, *Quinto Informe de percepción sobre calidad de vida*, Lima, Perú, 2014, 60 p.

le bien-être des citadins, au même titre que les littoraux, les zones humides ou les *lomas*⁴⁴.

À Pachacámac, on compte un certain nombre d'initiatives de mise en tourisme des espaces agricoles, dont celle de Quebrada Verde, symbole de la réussite touristique du district et qui attire près de 8 000 visiteurs à l'année⁴⁵. Les habitants, une ONG et la municipalité se sont associés pour créer un circuit touristique autour des *lomas de Lúcumo*, qui tirent leur nom d'un arbre fruitier, le *lúcumo* (*Pouteria Lucuma*), produit en quantité dans la vallée. Ce circuit comprenant un restaurant et un service de guide représente une opportunité d'emploi pour les jeunes de la zone⁴⁶. Cela a permis de valoriser les terrains agricoles des alentours ainsi que de conserver les élevages bovins de type extensif. Ces activités participent à la diffusion de l'image d'un espace rural et champêtre. C'est ici la théâtralisation de l'agriculture et de l'élevage qui permet aux producteurs de conserver leur activité, et non un intérêt spécifique des acteurs de la zone pour le caractère productif de l'activité.

Cependant, nous pouvons souligner ici les prémices d'une gestion conjointe des espaces naturels et des espaces agricoles, gestion conjointe qui apparaît comme la solution la plus convaincante dans le contexte liménien pour préserver les espaces agricoles. La seule fonction productive n'est en effet pas suffisante pour attirer l'intérêt des autorités publiques et civiles.

La perception des cônes par les citadins et par les élites n'est pas clairement définie, entre désintérêt et vision déformée de l'agriculture, perçue uniquement au travers de sa fonction de pourvoyeuse d'espaces verts. Quant aux exploitants, ils conservent des représentations de leur activité en décalage à la fois avec les chiffres officiels des résultats de l'agriculture et avec les attentes des citadins. Les enquêtes réalisées auprès des exploitants révèlent qu'ils conservent le sentiment de produire pour la ville et de jouer un rôle déterminant dans l'approvisionnement de Lima. Ils déplorent l'avancée du front urbain sur les espaces agricoles et la disparition des espaces de production, s'interrogeant parfois sur le devenir de la situation alimentaire à Lima. Cette attitude reflète le manque d'informations dont ils disposent, tant sur les quantités produites, les types de produits que les prix de ceux-ci.

44. Ecosystème que l'on retrouve uniquement sur les côtes péruviennes et chiliennes, situé entre le niveau de la mer et 1000m d'altitude. Les *lomas* sont caractérisées par une végétation saisonnière, qui se développe pendant l'hiver, les plantes profitant de l'humidité présente dans les brouillards abondants arrivant de la mer, créés par le refroidissement des eaux de l'océan Pacifique.

45. José Manuel MAMAMI, *El último valle verde de Lima ? El periurbano Lurín-Pachacámac en la metropolización*, Tesis de Bachiller, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, 2014, 66 p.

46. Carla TAMAGNO et German HILARES, *Comunicación y redes en el desarrollo territorial del distrito de Pachacámac*. Maestría de innovación agraria para el desarrollo rural, Universidad Agraria La Molina, Lima, 2010, 60 p.

Contrairement aux exploitants, les autres Liméniens ont tendance à sous-estimer le rôle de l'agriculture urbaine dans leur quotidien. Nombreux sont les citadins qui ignorent entièrement l'existence de parcelles agricoles au sein de leur ville et dans les périphéries. Pourtant, la participation des agriculteurs au quotidien des Liméniens va au-delà d'une production alimentaire qui peut certes être qualifiée de résiduelle.

CONCLUSION

L'agriculture urbaine et l'agriculture périurbaine à Lima résultent de dynamiques différentes et ne peuvent être traitées comme un ensemble homogène. D'une part, l'agriculture en périphérie de Lima est soumise à de fortes pressions et ses acteurs tentent de trouver des alternatives à sa disparition. En dépit d'une faible visibilité et d'une image parfois négative de leur activité, les producteurs ont su mettre en place des systèmes de commercialisation innovants et s'adapter à la demande urbaine, la plupart du temps sans le soutien d'organismes extérieurs. L'agriculture urbaine quant à elle résulte de la volonté des habitants d'un même quartier de se réunir pour produire leurs aliments et verdifier leur quartier.

Dans bien des cas, les politiques de soutien à l'agriculture à Lima ne font pas la distinction entre ces deux types d'agriculture, ce qui aboutit à la marginalisation de l'agriculture commerciale en périphérie, les aides et les programmes d'appui étant destinés en priorité aux agriculteurs intra-urbains.

Mais la confusion sur la définition de l'activité agricole va au-delà de cette distinction. La municipalité, au travers de ses plans d'aménagement du territoire métropolitain, ne discerne pas clairement les espaces agricoles des espaces verts de la ville. Cette confusion est relayée à d'autres échelles. Une récente étude de la FAO place Lima parmi les dix villes « les plus vertes d'Amérique latine », notamment grâce à la présence des champs en périphérie et grâce à la « reconnaissance de l'agriculture dans les politiques publiques »⁴⁷. Cette analyse est largement débattue. De son côté, l'ONU-Habitat rappelle que la ville de Lima souffre d'un manque d'espaces verts publics⁴⁸. C'est cette dernière analyse qui semble le plus en accord avec le ressenti des habitants : une enquête auprès des citadins a révélé qu'ils citent le problème environnemental à la deuxième place de leurs préoccupations, après la délinquance⁴⁹.

Les espaces agricoles ne sont pas reconnus pour ce qu'ils sont, à savoir des espaces pourvoyeurs de nourriture, mais aussi d'emplois, de bien-être

47. FAO: *Lima entre las 10 ciudades más verdes de América Latina*, <http://archivo.larepublica.pe/15-04-2014/fao-lima-entre-las-10-ciudades-mas-verdes-de-america-latina>, consulté le 23 juin 2015.

48. Sandra ENCALADA, Anna ZUCCHETTI et Miguel PERALTA, *SCP/LA21 en Perú*, Nairobi, UN-HABITAT, 2009.

49. LIMA COMO VAMOS, *op. cit.*

pour leurs acteurs, et catalyseur d'un nouveau type de ville, plus verte (grâce à la production de plantes ornementales par exemple). Ce manque de reconnaissance aboutit à une confusion en ce qui concerne les fonctions de l'agriculture, considérée comme pourvoyeuse d'espaces ouverts⁵⁰ susceptibles d'être utilisés par l'ensemble de la population. Hormis des cas exceptionnels de mise en valeur à vocation touristique, dans quelle mesure les espaces agricoles profitent-ils réellement aux citoyens ?

Si les définitions de ces espaces et de leurs objectifs et fonctions ne sont pas clairement établies, les politiques publiques ne peuvent pas être adaptées. Avant de chercher la protection des espaces agricoles au nom de l'environnement, ne faudrait-il pas trouver des moyens d'endiguer et de mieux gérer l'avancée du front urbain d'une part, et de valoriser l'activité agricole en tant que telle d'autre part ?

50. Cécile FALIÈS, *Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso: produire, vivre et aménager les périphéries*, thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I, 2013, 524 p.

L'AGRICULTURE MÉTROPOLITAINE À SANTIAGO DU CHILI: UNE AGRICULTURE URBAINE QUI PREND LA CLÉ DES CHAMPS

Cécile FALIÈS¹

« Nous, les Chiliens, continuons d'être très connectés à la terre, comme les paysans que nous fûmes. La plupart d'entre nous rêve de posséder un petit coin de terre ne serait-ce que pour y semer quatre salades. Le quotidien le plus important, le *Mercurio*, publie un supplément hebdomadaire consacré à l'agriculture qui informe le lecteur sur le dernier insecte qui s'attaque aux pommes de terre ou sur la quantité de lait obtenue avec tel ou tel fourrage. Les lecteurs, qui vivent sur l'asphalte et le ciment, le dévorent alors qu'ils peuvent n'avoir jamais vu la moindre vache vivante. »². Cette citation d'Isabel Allende illustre parfaitement la relation paradoxale qu'entretiennent les urbains avec l'agriculture au Chili. Ils s'en nourrissent puisque le pays à 90 % urbain est auto-suffisant d'un point de vue alimentaire depuis plusieurs décennies, ils la fantasment aussi mais la rejettent toujours plus loin des centres urbains à supposer qu'elle y ait jamais existé. En effet, contrairement aux *Chinampas* de Mexico³ ou même au vignoble de Montmartre à Paris, l'agriculture ne fait pas partie du paysage urbain des plus grandes villes chiliennes. Le recensement agricole de 2007⁴ n'a

1. Cécile Faliès est géographe, ingénieur de recherche, UMR SAD-APT, Équipe Agricultures urbaines.

2. Allende, I., 2003, *Mi país inventado*, Editorial Sudamericana

3. Système agraire sur l'eau développé à Xochimilco, une des délégations du District Fédéral de Mexico. Dès l'époque précolombienne, l'agriculture y prospère sur un système de « jardins flottants » et de canaux permettant la commercialisation. En 1987, l'Unesco déclare 10 km² de ces *chinampas* au Patrimoine mondial de l'UNESCO en faisant un des lieux touristiques les plus visités de Mexico.

4. INE, 2007, *Censo agropecuario y forestal 2007*

rencontré qu'une exploitation agricole sur la commune de Santiago. Or, de plus en plus, les villes qui veulent s'inscrire dans des hiérarchies mondiales de bien-être et de durabilité ont intérêt à faire valoir cette agriculture incluse bien souvent dans la trame verte du développement. Si l'on s'en réfère à la définition large que donne la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), on peut voir de l'agriculture urbaine dans de nombreuses villes. Pour cet organisme qui encourage fortement ce type d'agriculture, elle « consiste à cultiver des plantes et à élever des animaux à l'intérieur et aux alentours des villes. L'agriculture urbaine et périurbaine fournit des produits alimentaires de divers types de cultures (graines, plantes racines, légumes, champignons, fruits), des animaux (volailles, lapins, chèvres, moutons, bétail, cochons, cochons d'Inde, poissons, etc.), ainsi que des produits non alimentaires (herbes aromatiques et médicinales, plantes ornementales, produits forestiers, etc.). Elle comprend la sylviculture pour la production de fruits et de bois de feu, ainsi que l'agroforesterie et l'aquaculture à petite échelle »⁵.

Comment se situe donc Santiago ? Plus que d'agriculture urbaine ne doit-on pas parler d'agriculture métropolitaine en raison de la configuration de l'agglomération ? Cette agriculture est-elle un reliquat productif ou au contraire une nouveauté assez peu incarnée dans les pratiques locales ?

Pour répondre à ces questions d'autant plus stratégiques que cette représentation systémique est celle qui a été adoptée en 2008 par le nouveau Plan Régulateur Métropolitain de Santiago dont l'objectif à échéance 2030 est d' « *obtenir une capitale plus verte et plus intégrée* », nous constaterons d'abord que l'agriculture urbaine est presque absente du centre-ville de Santiago du Chili ; pour autant certains modes de production mis en réseau à l'échelle de la métropole peuvent justifier l'emploi de l'expression agriculture urbaine et périurbaine. Nous verrons finalement quels sont les liens que cette agriculture entretient avec les autres types de production, notamment avec l'agriculture d'exportation très importante dans la région centrale du Chili et au cœur du modèle national de « puissance alimentaire » qu'est devenu le pays.

UNE AGRICULTURE PRESQUE ABSENTE DES VILLES-CENTRES

L'expression agriculture urbaine est polysémique. Elle peut désigner l'agriculture interstitielle et vivrière de pays des Suds comme le jardinage familial, partagé ou communautaire développé et redécouvert depuis une trentaine d'années dans les pays industrialisés. Que l'on choisisse l'une ou l'autre définition, il est difficile de parler d'agriculture urbaine à Santiago que ce soit en terme productif ou même paysager. En effet, l'expansion urbaine de Santiago au cours du vingtième siècle s'est faite en repoussant toujours plus loin l'agriculture et n'a guère laissé dans ses interstices que des souvenirs comme dans le toponyme de la commune de La Florida

5. <http://www.fao.org/urban-agriculture/fr/>

ou encore quelques arbres fruitiers dans les cours des maisons. Quelques projets emblématiques pourtant essaient de réintroduire de l'agriculture en ville, notamment en raison de ses vertus sociales et environnementales.

L'expansion urbaine de Santiago

La croissance urbaine horizontale autour de la capitale Santiago est un cas d'école. En effet, située dans la dépression centrale entre la Cordillère des Andes à l'est et la Cordillère de la Côte à l'ouest, la ville a pu s'étendre presque sans limites et dans toutes les directions depuis sa fondation en 1541. En 50 ans, la surface occupée par les espaces urbains a ainsi été multipliée par 5, passant de 10 741 hectares en 1950 à 57 074 hectares en 1998 pour 5 000 000 d'habitants. En 2015, 6 500 000 habitants occupent 65 249 hectares. Les taux de variation démographique sont toujours supérieurs à 100 % sur les cinq dernières décennies du vingtième siècle mais les densités urbaines n'augmentent guère. C'est donc que le choix de croissance urbaine qui a été encouragé par la politique du logement⁶ a été favorable à un modèle de ville étalée⁷, bien qu'à partir de 2002, on observe un léger retour de la construction dans le centre urbain de Santiago, notamment autour de projets immobiliers de grande ampleur.

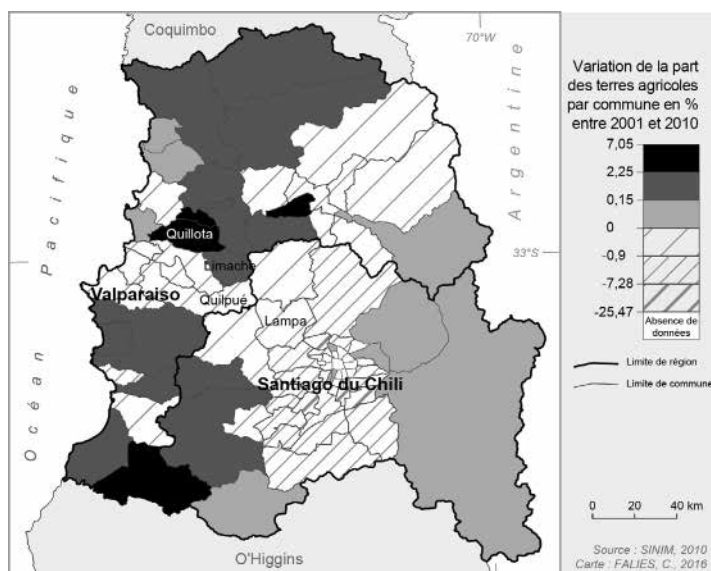
37 communes font partie du Grand Santiago et sont régies par le *Plan regulador Metropolitano* de Santiago (PMRS) créé en 1994 mais n'ont pas du tout les mêmes caractéristiques, entre un centre urbain dense (4 000 habitant par hectare dans le *barrio Lira* par exemple) et très bâti et une lointaine couronne (20 à 30 km du palais présidentiel de La Moneda) encore très rurale, en passant par une ceinture de communes urbanisées depuis les années 1970. La place de l'agriculture dépend largement de sa localisation et de ce gradient rural/urbain⁸, bien qu'une originalité vienne du fait que dans certaines communes l'influence urbaine de Santiago soit concurrencée par celle de Valparaíso. Ainsi, à quelques exceptions emblématiques près, on peut dire que l'agriculture intra-urbaine n'existe pas dans le centre historique de Santiago (comme on le voit sur la carte 1 : l'absence de données est symptomatique de cet état de fait).

6. Trivelli, P., 2010, "Urban Structures, Land Markets, and Social Housing in Santiago, Chile", rapport pour la BID, 116 p.

7. Vidal Rojas, R., 2002, "Reconfiguración de la periferia del Gran Santiago: previsión de las nuevas tendencias observadas", *Revista de Geografía Norte Grande*, n°29, PUC, Santiago, pp.39-55

8. Salazar Burrows, A., Osses McIntyre, P., 2008, "La ruralidad en la region metropolitana de Stgo de Chile (2002): determinación y relación con los grupos socio profesionales", *Diez años de cambios en el Mundo, en la Geografía y en las Ciencias Sociales, 1999-2008. Actas del X Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Barcelona, Barcelone, 26-30 mai 2008

Carte 1. Évolution de la part des terres agricoles dans la région centrale du Chili entre 2001 et 2010



Dans une première couronne, elle reste présente mais sous forme résiduelle. Dans une troisième couronne, plus étudiée ici, elle prend des formes diverses dans les interstices laissés par l'urbanisation, parfois proches de l'agriculture urbaine que l'on observe dans les Nords, comme quand elle trouve des débouchés dans l'assemblage de paniers biologiques pour les consommateurs urbains ou dans des restaurants gastronomiques.

Les cerros islas : de rares exemples d'agriculture urbaine au cœur de la ville

Le terme de *cerro isla* que l'on pourrait traduire par butte désigne à Santiago et dans ses alentours des reliefs résiduels qui relient la Cordillère des Andes et la Cordillère de la Côte et dont l'altitude moyenne ponctue le paysage de la dépression centrale dans laquelle ils se trouvent⁹. La ville de Santiago a été fondée au pied de l'une d'elle, le *cerro Santa Lucía* et s'est d'abord développée dans un triangle formé par deux autres, le *cerro San Cristóbal* et le *cerro Blanco*. À l'heure actuelle, et compte tenu de l'étalement urbain de Santiago, 26 *cerros islas* sont contenus dans les limites de l'agglomération. Ils représentent 4 300 hectares et constituent autant de réserves de terre disponibles pour tous types de projets qui varient en fonction de la

9. Farias, M., 2007, *Tectonique, érosion et évolution du relief dans les Andes du Chili central au cours du Néogène*, Thèse de Doctorat, Université Paul Sabatier, Toulouse III

végétation en présence, de la taille du *cerro isla* (de 2 hectares pour le *cerro Navia* à 1 500 hectares pour le *cerro Lo Aguirre*), du statut de la propriété ou du fait qu'ils fassent partie ou non de la zone urbaine de la commune à laquelle ils appartiennent.

Tous sont inclus dans le *Plan Regional Metropolitano de Santiago* au titre d'« espaces verts intercommunaux d'usage public ou privé qui peuvent accueillir des activités dont la portée peut dépasser les limites communales de deux communes ou plus. Les usages autorisés sont de type culturel (centre culturel, musée, salles de concerts, salles de réunion, sanctuaire), sportif (piscine, piste cyclable, course à pied, etc.), scientifique, commercial (restaurants, kiosques à boissons, bars et autres) et en tant qu'espaces verts. Tous les autres usages sont interdits. »¹⁰ On le voit, l'usage agricole semble proscrit, et pourtant il se développe sur au moins deux d'entre eux : le *cerro San Cristóbal*, où d'anciennes terrasses ont été récupérées par l'association *Vivero Cumbre*, et le *cerro Blanco* où la communauté indigène¹¹ *Apu Wechuraba* cultive quelques mètres carrés de plantes médicinales. Il s'agit en fait de jardinage urbain pour des activités autorisées plus au titre de leur fonction culturelle ou spirituelle qu'au titre de leur production et de leur rôle réel dans le système alimentaire urbain.

Une agriculture plus présente dans les aires périurbaines

Dans un contexte d'étalement urbain marqué depuis la fin des années 1990, la tendance sur dix ans est à la diminution généralisée de la taille de la surface cultivée dans la région centrale surtout en périphérie proche des deux noyaux urbains que sont Santiago d'une part et Valparaíso-Viña del Mar d'autre part (carte 1). En revanche l'agriculture reste très présente dans certaines parties de la deuxième couronne et dans la troisième couronne.

En dehors des *cerros islas*, on remarque les jardins ouvriers et familiaux de La Pintana créés en 1941 et qui correspondent actuellement à une superficie de 700 hectares divisés en un peu plus de 1 000 lots¹² et de nouveaux projets, comme celui de la communauté écologique Antupiren de Peñalolen à l'est de Santiago, créée dans les années 1980, composée d'environ 300 familles et qui est aujourd'hui entourée par l'extension urbaine orientale de la capitale. Elle pratique l'agriculture biologique sur ses 22 parcelles et cultive une image de ruralité en milieu urbain

Ces projets sont trop ponctuels pour être représentés sur la carte 1 qui décrit à l'échelle de la région centrale – composée de la Région métropolitaine de Santiago et de la Région de Valparaíso – le taux de variation par commune de la superficie consacrée à l'agriculture. A regarder de plus près

10. Article 5.2.3.2

11. Il s'agit d'un statut associatif légal déposé à la *Corporación Nacional de Desarrollo Indígena* qui a pour objectif de contribuer à l'intégration des personnes indigènes à travers le financement d'initiatives culturelles ou sociales.

12. Gurovich, A., « Une ciudad interminable: La Pintana », *Revista de Urbanismo* n° 1, 1999

les chiffres et la permanence de l'agriculture dans la métropole, ainsi que l'existence de pratiques et de marchés nouveaux qui rappellent beaucoup ce que certains auteurs désignent par agriculture urbaine pour définir les « systèmes agricoles des périphéries urbaines orientés vers les nouveaux besoins urbains »¹³, on voit que cette activité se développe davantage en périphérie.

DES FORMES D'AGRICULTURE URBAINE... SURTOUT DANS LES PÉRIPHÉRIES

Dans le périurbain, certaines pratiques se rapprochent beaucoup des nouvelles demandes urbaines, que ce soit par une proximité aux centres-villes ou par une proximité en termes d'adéquation aux besoins des consommateurs. C'est le cas notamment de l'agriculture biologique. Par ailleurs la constitution de nouvelles formes de partenariats, y compris en lien avec les citadins, montre aussi une évolution vers une agriculture qu'on peut qualifier d'« urbaine ».

L'agriculture biologique comme nouveau paradigme

L'agriculture biologique se développe depuis une vingtaine d'années principalement en opposition aux pratiques de la monoculture intensive d'exportation. Les agriculteurs ont cependant des motivations différentes, entre ceux qui n'ont jamais utilisé d'intrants de manière systématique par manque de moyens et d'inscription dans les réseaux de l'agriculture commerciale et ceux qui au contraire désirent se détacher de pratiques jugées nocives. Dans tous les cas, l'objectif est le même : produire pour vendre à cette « niche » que représentent les consommateurs urbains souhaitant trouver une alimentation de meilleure qualité, lesquels se rapprochent de plus en plus des lieux de production. C'est le propre de toutes les grandes agglomérations métropolitaines que de produire ces modes de consommation mondialisés dont l'agriculture biologique fait partie et que recherchent les classes moyennes et supérieures, toutefois peu soucieuses du mode et du lieu précis de sa production¹⁴.

Le Chili est aussi un des pays du monde où s'est le plus développé le courant biodynamique. Celui-ci a été lancé en Allemagne et en Autriche, dans les années 1920, par Rudolf Steiner. Ce dernier a cherché à appliquer à l'agriculture les principes de sa science basée, d'une part, sur la prise en compte d'une réalité matérielle et d'autre part sur « ce qui échappe aux

13. Fleury, A., Donadieu, P., « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Le Courrier de l'environnement* n°31, août 1997

14. C'est ce qui ressort d'entretiens réalisés en 2012 où aucun des abonnés d'un réseau de paniers biologiques n'était au courant de la provenance et de la localisation d'une partie de leurs légumes. Certains venaient ainsi de Catemu, à une centaine de kilomètres au nord de Santiago, où se situe une fonderie appartenant à l'entreprise AngloAmerican et dont la responsabilité dans la pollution du sol et de l'air en métaux lourds a été mise en évidence par une étude d'impact environnemental et social.

sens », comme la vie ou les phénomènes psychiques. Ces thèses ont été mises au point sur le terrain par Ehrenfried Pfeiffer dans des exploitations agricoles européennes et américaines dès 1925. Si les premières tentatives sont allemandes ou anglaises, elles se développent de plus en plus dès les années 80 dans les pays du cône sud-américain (Brésil, Uruguay, Argentine et Chili). Quelques pionniers s'y sont intéressés dans chacun de ces pays, parvenant à mettre en place un réseau articulé notamment autour des écoles Waldorf¹⁵. Le choix de la biodynamie dans le jardin de ces écoles ou dans celui du domicile correspond dans un bon nombre de cas à une réaction à la surproduction et à la surconsommation urbaines. Ainsi, un jardin potager biodynamique a été créé en plein centre historique de Limache, à égale distance entre Santiago et Valparaíso, afin de subvenir aux besoins d'une cantine et qui produit également des surplus commercialisables.

Dans le centre de Quilpué, une commune située dans la deuxième couronne de Valparaíso, à 500 mètres environ de la station de métro El Sol sur la ligne de métro-train reliant Valparaíso à Limache, Daniel R. produit du vin biodynamique. Ce descendant d'Alsaciens a pourtant été dans les années 1990 le leader national de la production de viande de dinde en batterie. Initié par un ami français, il produit désormais du vin pétillant avec une méthode ancestrale sur son exploitation de 250 hectares, dont 8 de vignes, en utilisant des engrais issus du parc zoologique de la commune à quelques minutes de son exploitation. Il assure également la formation de jeunes agronomes sur le thème de la biodynamie et organise périodiquement des colloques avec d'autres producteurs – apiculteurs, horticulteurs, arboriculteurs – de la zone. C'est surtout dans la région métropolitaine que de tels projets sont réalisables, à la fois du fait de la proximité des marchés et de la présence d'expatriés, déjà au fait de telles cultures.

La réflexion paysagère basée à la fois sur l'autonomie de la parcelle et sur l'ouverture visuelle dans le cadre d'une urbanisation dense est également au cœur de la permaculture développée par Catalina D. sur la parcelle de ses parents dans le secteur de San Isidro à Quillota. Dès 2011, elle ouvre par ailleurs une école gratuite et pratique (*Ecoescuela vivencial*) pour former et accueillir des adultes. Le Chili étant réputé à l'intérieur du « mouvement de Transition » fondé par Rob Hopkins en Angleterre en 2006, notamment grâce à l'expérience de la ville d'El Manzano¹⁶, elle n'a pas de mal à faire venir et participer des adultes venus du monde entier (France, Brésil, États-Unis...). L'idée est principalement de sortir de la dépendance au pétrole en se tournant vers les ressources économiques et humaines de chaque collectivité locale¹⁷ - une approche qui peut sembler paradoxale au sein d'une des aires urbaines les plus polluées d'Amérique latine.

15. Système éducatif privé fondé sur l'anthroposophie

16. Petite communauté située dans la région de Biobío au sud du pays qui organise des ateliers de formation pour accompagner la transition post-pétrole et réchauffement climatique.

17. Pezres, E., 2010, « La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : Du jardin au projet de société », *VertigO*, Volume 10 n° 2

Outre ces initiatives individuelles, des communautés font entendre leurs voix au sein de la métropole. C'est le cas de la Communauté écologique Antupiren de Peñalolen à l'est de Santiago, déjà mentionnée.

Des initiatives se multiplient donc depuis les années 1990 et si elles sont le fait au début d'entreprises individuelles relativement peu représentatives de l'ensemble des réalités urbaines, elles finissent par obtenir un succès commercial et social entraînant potentiellement dans leurs sillages des populations rurales préexistantes. C'est le cas de plusieurs familles de Lampa, à une quinzaine de minutes de l'hyper-centre par la Panaméricaine, qui se sont lancées dans l'élaboration de paniers biologiques. Ces familles sont conscientes de la proximité de Santiago. Leurs terrains sont devenus en dix ans des interstices au sein du front urbain essentiellement industriel et résidentiel, dans le nord-ouest de l'agglomération. En marge des exploitations familiales consacrées à des cultures spécialisées intensives promises au marché de gros, certains membres de ces familles se chargent plus spécifiquement de ces activités d'appoint, ce qui leur permet de ne pas subir la ville mais au contraire d'y voir une opportunité.

Des partenariats originaux entre les exploitations

En milieu rural plus qu'ailleurs, vingt ans de dictature ont largement contribué à détruire le tissu social préexistant en l'exposant à la dissolution des coopératives et à l'ouverture non régulée du marché foncier. La structure agraire s'en ressent et fait la part belle aux initiatives privées. Dans ce contexte, l'agriculture qui parvient à se maintenir devant l'avancée du front urbain due soit à la multiplication des *parcelas de agrado*¹⁸ soit à l'implantation de mégaprojets¹⁹ le fait par innovation, souvent privée, mais également par réseautage agricole.

C'est le cas de l'exploitation familiale de Bruno D.. L'ingénieur agronome né en 1972 dans une famille d'Italiens de Limache a repris l'exploitation familiale en 1995 et a complètement changé de production sur son exploitation de 25 hectares. Il a remplacé la monoculture de tomates, dont les semences avaient été introduites par son grand-père arrivé par bateau depuis Gênes après la Seconde Guerre mondiale, par 15 hectares d'agrumes (10 de

18. Parcelle de 5 000 m² établie légalement en zone rurale et qui entraîne généralement un changement dans l'usage des sols agricoles en faveur de constructions résidentielles. Littéralement parcelles d'agrément mais certains auteurs utilisent l'expression « *pleasure lots* » car elles sont généralement achetées par des urbains néo-ruraux qui y bâtissent leur résidence principale ou secondaire pour profiter d'un cadre paysager plus amène qu'en ville (Faliès, C., 2013, *Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso : produire, vivre et aménager les périphéries*, Thèse de Doctorat sous la direction de J.-L. Chaléard et de S. Velut, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 523 p.).

19. Cattaneo Piñeda, R., 2012, « La fabrique de la ville : promoteurs immobiliers et financiarisation de la filière du logement à Santiago du Chili », Thèse de Doctorat de Géographie, sous la direction de Marie-France Prévôt-Schapira, Université Vincennes Saint-Denis – Paris VIII

citronniers, 5 d'orangers), 5 hectares d'avocats et 3 hectares seulement de tomates. Il s'est surtout tourné vers l'exportation de fruits vers les Etats-Unis et le Japon en créant en 2007, avec 6 autres producteurs, une entreprise exportatrice. En effet, ne pouvant acheter plus de terrain à cause de l'augmentation des prix du foncier liée « à la ville qui ne cesse d'avancer » et ne pouvant réaliser plus d'investissements techniques sur sa parcelle car il ne reçoit aucune aide au titre de « moyen agriculteur », Bruno D. a dû associer son entreprise agricole Rivarola à d'autres pour pouvoir la développer en exportant. *« Ici à Limache, nous ne sommes pas perdus dans le monde. Nous sommes à mi-chemin entre la capitale et le port. Nos produits passent par le packing à Quillota, puis partent en camion jusqu'à Valparaíso et ensuite mettent à peu près 25 jours en bateau pour arriver à Philadelphie ou à Tokyo. »*. Interrogé sur l'avenir de ces espaces, il répond : *« ça va, pour l'instant les affaires sont bonnes. On continuera de produire jusqu'à ce que la ville nous force à vendre pour construire des maisons. C'est que tout était plus libre avant, du temps de mon père ou de mon beau-père. Lui, par exemple, il a dû partir et maintenant il vit à Quilpué dans une zone résidentielle. Moi, j'investis, j'innove, pour pouvoir rester. Il faut aller de l'avant. »* Par exemple, il a construit en 2008 une digue pour parer aux inondations causées par la rivière Limache ou installé des filets de protection sur ses plants de tomates pour éviter de subir les fumigations de pesticides faites par ses voisins contre la mouche du fruit (*Drosophila melanogaster*).

Dans le domaine apicole, la production induit forcément une mise en réseau des acteurs. En effet, elle mobilise l'échelle locale, de façon plurielle puisque les ruches sont changées de parcelles en fonction de la floraison, des disponibilités en eau et des besoins pour la pollinisation, tout en étant fondamentalement relationnelle puisqu'elle fonctionne de pair avec d'autres activités productives comme la fruiticulture (avocats et agrumes surtout) dont elle assure la pollinisation de la Région de Coquimbo à la Région Métropolitaine. Les abeilles contribuent également à la pollinisation de la flore en parcourant plusieurs dizaines de kilomètres par jour.

Officiellement, selon le recensement agricole de 2007, l'activité ne concerne que 29 exploitants dans la Région de Valparaíso et 27 dans la Région Métropolitaine (INE, 2007). Mais ces chiffres ne disent rien de l'importance de l'activité, certes extensive, dans la double région métropolitaine. Sur la seule commune de Lampa, on dénombre plus d'une trentaine d'apiculteurs (dont 13 petits agriculteurs). La plupart vend au détail à bon prix (2000 pesos le kilo) car il y a de nombreux acheteurs sur le marché urbain. L'emballage n'est pas coûteux et surtout, les acheteurs n'ont en général pas de doute sur la qualité du produit, le miel n'exigeant pas des conditions d'emballage, de transport et de conservation très strictes comme le fromage, la viande ou même les légumes. Mais on compte aussi quatre apiculteurs exportant du miel vers l'Europe et principalement vers l'Allemagne. Ceux qui exportent le miel et pour qui l'apiculture constitue la principale activité ont construit des petites salles d'extraction selon les normes imposées par le ministère de la Santé et le SAG (Service de l'Agriculture et de l'élevage, organisme d'État) et mélangent le produit de leurs

ruches à celui d'autres apiculteurs de la zone avant de les écouler à travers une entreprise d'export. Comme le miel ne se négocie alors qu'à 700 pesos le kilo, ils tirent leur profit de leur diversification notamment en produisant de la propolis, de la gelée royale ou du pollen.

Plusieurs facteurs expliquent l'émergence rapide de cette activité dans la région centrale. En premier lieu, on doit bien sûr évoquer l'importance du marché urbain friand de produits servant à l'auto-médicamentation, surtout dans un pays où la santé coûte très cher. Ensuite, comme souvent, c'est dans la région centrale que les expériences pionnières sont faites et que le plus d'efforts sont fournis par les autorités pour développer des activités avec les petits producteurs (formation professionnelle, organisation d'ateliers, conférences de consultants notamment à travers le PRODESAL²⁰). Par ailleurs, toute activité agricole dans cette région particulièrement dynamique et exportatrice peut se greffer sur les filières d'export existantes. Enfin, et c'est le point le plus notable, l'apiculture est une activité agricole qui ne remet pas en cause la structure foncière de la région métropolitaine tant qu'elle ne s'intensifie pas davantage. Ainsi, sur la commune de Lampa, en 2010, 3 640 emplacements aptes à accueillir des ruches ont été délimités pour accueillir les ruches de 27 apiculteurs. Les grands propriétaires restent grands propriétaires mais les petits apiculteurs peuvent pratiquer leur activité respectueuse de l'environnement, favorisant la pollinisation et, en plus, créatrice de lien social et d'associativité.

Les partenariats avec les citoyens

La mise en réseau est rendue possible par des personnes ou des institutions très liées à la ville. C'est le cas d'Andrea G. qui développe depuis 2008, un réseau de paniers biologiques. Elle a fonctionné sans raison sociale pendant les trois premières années, en s'appuyant sur un solide réseau de connaissances dans la vallée de l'Aconcagua où elle est née (pour la production), sur l'école Waldorf où elle scolarise ses enfants (pour une partie de la commercialisation) et sur des connaissances familiales à Valparaíso et à Viña del Mar (pour déposer les paniers « bio »). De plus, comme elle vit près de la faculté d'Agronomie de la *Pontificia Universidad Católica de Valparaíso* dans le secteur de La Palma à Quillota, elle héberge depuis 2009 des étudiants sur sa *parcela de agrado*, qui lui viennent en aide à la fois pour son propre potager et aussi en appoint parfois pour la commercialisation. A partir de 2011 et pour conquérir de nouveaux marchés surtout à Santiago, elle s'est associée au réseau Tierra Viva créé par une productrice bio, Andrea T. L'association, qui regroupe à peu près 50 producteurs, est née en 1993. Son objectif était de faire connaître et de diffuser les principes de l'agriculture biologique. Elle était pensée comme une alternative à la longue absence de certification et de lois sur l'agriculture biologique. Depuis 2006 et la loi n° 20.089, ce vide a été comblé, mais cela n'empêche pas les lenteurs et les approximations liées au système à deux vitesses qui a été mis

20. Organisme d'État chargé du développement local en accord avec les municipalités.

en place. En effet, il existe une labellisation publique nationale très similaire aux certifications EU (Union européenne), NOP (États-Unis), JAS (Japon) et Canada Organic mais qui sont très longues à obtenir en raison de dossiers difficiles à constituer. Parallèlement, un système de labellisation privée s'est mis en place comme Demeter (pour l'agriculture biodynamique), Biosuisse ou Naturland mais il est beaucoup plus coûteux. L'alternative est donc la labellisation participative de petits producteurs qui s'associent, comme c'est le cas de Tierra Viva, autour d'une charte reconnue par le SAG, sans pouvoir toutefois exporter leurs produits sous ce label. Ces paniers sont vendus à des prix assez élevés (de 4 000 à 14 000 pesos par semaine) à des citadins en quête d'une meilleure alimentation. Il s'agit d'une activité encore marginale mais ces paniers semblent se faire les relais matériels entre les espaces ruraux et les espaces urbains proches, ce qui permet d'évoquer une ébauche de mise en réseau à l'échelle métropolitaine. Ce genre d'initiatives implique même parfois l'échelle mondiale à travers le WWOOFing, très présent dans la région centrale. Il s'agit d'un réseau mondial de « fermes » biologiques qui accueillent des hôtes pour réaliser une partie des travaux agricoles en échange du gîte et du couvert. Plusieurs dizaines de stagiaires sont reçus chaque année. De l'agriculture métropolitaine au monde, il n'y a donc qu'un pas à franchir, mais celui-ci est parfois plus facile à faire que d'organiser la venue des consommateurs sur les lieux de production. Ce fut le cas le 8 mars 2012 lors des activités organisées par la commune de Lampa pour la Journée Internationale de la Femme. Une responsable pour l'agriculture locale avait mis en place un réseau de « paniers bio » entre des productrices de la commune et des consommatrices de la commune riche de Las Condes : pour 10 000 pesos (soit 15 euros), le panier comprenait des produits frais (pommes de terres, aubergines, brocolis, cresson, tomates) et élaborés (confiture, barres d'amande, miel). Comme les productrices n'ont pas trouvé les moyens de transporter leurs produits jusqu'à Las Condes, les consommatrices, quant à elles propriétaires de véhicules, sont venues à Lampa. Mais elles ont trouvé le trajet trop long. Ce qui devait être la pierre de fondation d'un circuit court s'est transformé en expérience unique.

De ces actions individuelles ou collectives concernant l'agriculture métropolitaine découlent des formes diverses d'agriculture. Cette agriculture s'entremêle aussi avec des types d'agriculture parfois plus ancienne qui n'ont pas la même vocation.

LE DEVENIR DE DE L'AGRICULTURE MÉTROPOLITAINE

L'agriculture que l'on peut observer à Santiago ou dans ses couronnes périphériques successives prend donc les traits de ce qu'on peut appeler de l'agriculture urbaine. Le contexte économique et politique du pays explique par ailleurs la présence d'au moins deux autres types d'agriculture : l'agriculture d'exportation et l'élevage extensif. Ces différents types d'agriculture dans ou proche des villes peuvent être regroupés sous le titre d'agriculture métropolitaine particulièrement dans la région capitale d'un pays émergent qui se rêve en « puissance alimentaire » tournée vers le monde.

Une agriculture intimement liée au capital urbain

Les formes d'agriculture métropolitaine en présence sont parties prenantes du modèle économique ultralibéral développé au Chili depuis les années 1970. C'est ce qui explique la présence de deux formes d'agricultures apparemment antagonistes mais qui ont toutes deux un lien à la ville par les phénomènes d'accumulation que celle-ci permet. La valorisation d'espaces cultivés dépendants de ressources naturelles comme l'eau dans un contexte de métropolisation et même de mondialisation permet en effet d'assurer des « rentes de monopole à un certain entrepreneuralisme urbain » qui finissent par remplacer les anciens monopoles²¹. *« La question à l'ordre du jour est donc de savoir comment rassembler les pouvoirs de monopole dans une situation où les protections offertes par les monopoles (dits) naturels (l'espace et l'emplacement) ainsi que par les protections politiques des frontières nationales ont été sérieusement mises à mal, voire anéanties »*²². En effet, autour de Santiago, les situations semblent confirmer ce que dit D. Harvey de façon plus générale au sujet du Chili : *« des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par dépossession ont ainsi vu le jour [à travers les raids menés par les fonds spéculatifs et les autres institutions essentielles du capital financier] [...] comme l'épuisement des biens communs naturels (la terre, l'air, l'eau) et la multiplication d'écosystèmes dégradés, qui excluent toute alternative aux modes de production agricole intenses en capitaux [qui] découlent de la marchandisation généralisée de la nature sous tous ses aspects »*²³. Ces mécanismes s'ajoutent à l'héritage des inégalités d'accès à la terre venant d'époques antérieures, l'augmentation de la valeur marchande de la terre rendant impossible l'acquisition de terres par les petits producteurs. Dans ce contexte, seuls les fonds spéculatifs peuvent acquérir la terre pour y développer des mégaprojets immobiliers ou les grandes familles la conserver. C'est ce qui explique le développement de l'agriculture d'exportation dès les années 1990 et le maintien, qui peut sembler paradoxal dans un tel contexte d'urbanisation, de l'élevage extensif en plein cœur de la métropole.

Des agricultures compétitives: l'agriculture d'exportation

La carte 1 montrait une diminution des superficies cultivées dans l'ensemble de l'aire métropolitaine mais dans une moindre mesure dans la deuxième couronne métropolitaine. Certaines communes agricoles des vallées de l'Aconcagua au nord de la double agglomération et de Casablanca au sud-ouest connaissent même des taux de croissance positifs entre 2001 et 2010. Ceci est dû notamment à l'essor de l'agriculture d'exportation au cours de ces dix années autour principalement des cultures d'avocats et d'agrumes

21. Montero Casassus, C., 1997, *Les nouveaux entrepreneurs: le cas du Chili*, L'Harmattan, préface A. Touraine.

22. Harvey, D., 2008, *Géographie de la domination*, tiré de *Spaces of Capital: Towards a critical geography*, Les Prairies ordinaires, Paris, 118 p.

23. Harvey, D., 2010, *Géographies et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Syllepses, 280 p.

dans la ceinture nord et de vigne au sud. Région métropolitaine et Région de Valparaíso totalisent à elles seules plus de 40% de la superficie nationale en arbres fruitiers et la superficie plantée de cette seule production pour la région de Valparaíso a augmenté de 30% entre 2002 et 2008, alors que le nombre d'exploitants diminuait lui de 6,3 %²⁴. La proximité avec le port de Valparaíso pour les exportations en conteneurs réfrigérés et dans une moindre mesure avec l'aéroport international Arturo Merino Benítez pour certains fruits fragiles et à haute valeur ajoutée expliquent cette localisation d'une agriculture commerciale d'exportation.

Il y a donc une intensification d'un certain type d'agriculture qui se développe dans certaines communes ou pour certaines filières. Cela explique les augmentations de terres agricoles décrites dans la première partie de ce texte, dans la mesure où les terres utilisées sont souvent prises sur des friches ou des terres non encore cultivées comme le *matorral*²⁵ des versants de la Cordillère de la Côte.

On peut se demander si ce développement se fait au détriment de la petite agriculture familiale. Celle-ci demeure assez présente dans la région centrale en comparaison à la moyenne nationale²⁶. La part de cette petite et moyenne agriculture dans le maraîchage et la fruiticulture est essentielle et en explique le maintien en périphérie proche de Santiago et de Valparaíso²⁷, au cœur des aires métropolitaines. Le maintien du maraîchage dans la commune de Lampa (qui fait partie du zonage du Plan Régional Métropolitain de Santiago) et le développement de la production fruitière dans la commune de Limache sont deux bons exemples de l'adaptation de la petite et de la moyenne agriculture dans le cadre de la métropolisation et de la mondialisation. En effet, cette petite agriculture participe au développement des filières d'exportation en parvenant parfois à signer des contrats, comme c'est le cas de l'exploitation de Bruno D..

Les fundos et l'élevage extensif : des réserves foncières pour la ville

Par ailleurs, et de manière paradoxale par rapport à ce mouvement d'intensification de l'agriculture qui a contribué à l'augmentation considérable des volumes produits dans la région centrale du Chili, subsiste un élevage extensif au cœur même de la métropole sur des propriétés appelées *fundos* et qui pour certaines ont échappées à la Réforme agraire. Dans la période actuelle de connectivité croissante avec les centres urbains, elles acquièrent un nouvel intérêt notamment pour l'agro-éco-tourisme ou en

24. CIREN Area frutícola et Larrañaga, P., 2008, *Principales resultados catastro frutícola región de Valparaíso*, CIREN, 41 p.

25. Formation végétale ouverte poussant sur les collines de sol calcaire et sec.

26. INE, 2009

27. Alvear Gomez, J. J., Canales Rios, C., Blanco Parra, B., Leporati Neron, M., 2010, "L'agriculture familiale au Chili : compétitivité et libéralisation commerciale", *Options méditerranéennes* n° 90, pp. 135-160

tant que réserves de terre. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que certains auteurs appellent « la persistance du modèle de Von Thünen autour de la capitale »²⁸ en se basant sur la persistance de production laitière dans une ceinture dédiée de la ville.

Pendant les quarante ans qui ont suivi la Réforme agraire chilienne, interrompue brutalement en 1973, la tendance a été à une augmentation de la part respective des petites exploitations (1 à 5 hectares) et des très grandes propriétés (plus de 100 hectares) au détriment des moyennes exploitations (5 à 20 hectares)²⁹. L'élevage équin reste important dans la région centrale. Dans certaines communes, le cheptel équin constitue même en 2007 le tiers (exactement, 34 %) du cheptel total, ce qui le situe juste derrière le cheptel bovin, qui forme 45 % de ce cheptel total³⁰. En effet, de nombreux espaces ne sont toujours accessibles qu'à cheval. Si les propriétaires sont souvent de riches Santiaguinos absentéistes qui ont hérité de leur *fundo* familial, les éleveurs de chèvres qui y font paître leur bétail viennent bien souvent de la région de Coquimbo, qu'ils ont quitté dans les années 1980. Celle-ci, semi-aride, soumise à de graves problèmes d'érosion, ne leur permettait de trouver des débouchés commerciaux pour leurs fromages de chèvre qu'avec quelques stands le long de la route Panaméricaine ou avec un marché local très restreint. Beaucoup moins bien inscrits dans les réseaux sociaux ruraux traditionnels que les *huasos*³¹ qui eux élèvent des chevaux aux périphéries non cultivées des grandes propriétés, ces familles d'éleveurs caprins gardent en général des contacts avec leur région d'origine et mettent en relation les différents espaces périphériques naturels et ruraux de la région centrale par la pratique de la transhumance. Les éleveurs de chèvres rentrent moins dans le mythe de la ruralité à la chilienne mais ont un réel rôle sur les espaces ruraux qu'ils contribuent à articuler. Ainsi Efrain B., 65 ans, est installé depuis 15 ans dans le *Fundo La Merced* à Altos de Chicauma sur la commune de Lampa, à l'intérieur des limites de l'aire métropolitaine de Santiago du Chili. Contre la valeur de 40 chevreaux donnés chaque

28. Madaleno, I. M., Armijo, G., « Agricultura urbana en metrópolis iberoamericanas: estudio de casos en Santiago de Chile y Lisboa, Portugal », *Invest. Geog* n°54 México, ago. 2004

29. Faliès, C., 2013, *Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso. Produire, vivre et aménager les périphéries*, Thèse de doctorat sous la direction de J.-L. Chaléard et S. Velut, Université Paris Panthéon-Sorbonne, 523 p.; Peral, A., Chia, E., 2001, « Le devenir des exploitations agricoles périurbaines dans la commune de Lampa (Santiago du Chili) », *Cahier d'agricultures*, vol. 10, n° 2, pp. 95-104

30. INE, 2007

31. Personnage légendaire ou incarné, représentatif de la culture rurale des anciens colons du Chili central. Équivalent du *gaucho* argentin, il sillonne à cheval les vallées chiliennes avec son chapeau à bord plat et son poncho, à la recherche d'une *medialuna* -arènes en bois demi-circulaires- pour pratiquer le *rodeo*. Associés en clubs, les *huasos* aujourd'hui, qui ont perdu leur accent et leurs habitudes quotidiennes, font plus partie du folklore régional voire national, que du paysage humain habituel d'une région centrale qui a presque perdu toute tradition d'élevage bovin, au profit de la production légumière ou fruiticole.

année au propriétaire de ce *fundo* de 1 000 hectares, il a le droit de laisser paître ses 405 chèvres et ses 30 brebis sur les flancs de la Cordillère de la Côte et d'occuper une *majada*, ensemble de constructions composé d'une bergerie, de cabanes d'habitation, d'un four en terre, d'un enclos pour le bétail, d'une fromagerie, d'une porcherie et d'un poulailler, sans oublier les niches pour les nombreux chiens qui ont pour fonction d'éloigner les renards et les pumas. Tous ces bâtiments sont en *adobe*³² ou en matériaux légers sauf les enclos, en pierre. Dans le meilleur des cas, la *majada* possède un groupe électrogène mais jamais l'eau courante. Il s'agit donc d'installations précaires dans lesquelles les conditions de vie sont difficiles, surtout pour les enfants et les personnes âgées. Deux des trois autres familles qui vivent sur le *fundo* se sont fait construire une maison dans la vallée, ce qui permet la scolarisation des enfants et la pratique d'activités d'appoint par les femmes.

Les éleveurs de chèvres partent de novembre à février dans la Cordillère des Andes entre l'Aconcagua et le Cajón del Maipó³³ avec les troupeaux. La transhumance s'effectue aujourd'hui en camion. Les éleveurs constituent de véritables agents de la protection du territoire, même s'ils ne sont pas nombreux et paraissent très marginaux : ils ont en effet un rôle stratégique dans la mise en valeur, la conservation et même la police environnementale de la montagne chilienne. Francisco S., l'un d'entre eux, explique : « *L'été, on a vraiment des problèmes avec les touristes, surtout avec les campeurs. Le problème des Chiliens, c'est qu'ils sont sales. Ils viennent passer quelques jours à la montagne pour boire et manger et puis ils laissent leurs poubelles là où ils ont campé parce qu'ils ont la flemme de les redescendre. Le problème est double : ça pollue l'eau des rivières où mes chèvres boivent et en plus, les chèvres, qui sont très curieuses, vont ouvrir les sacs poubelles pour y manger les restes et s'étouffent avec le plastique des sacs. Tous les ans, j'en retrouve une étouffée. Alors, je vais leur expliquer, moi, aux touristes, mais il n'y a rien à faire. Donc, au final, c'est moi qui descends les poubelles au conteneur* », (entretien avec Francisco, S. le 28/09/2010).

Les *fundos* sont peu étudiés quand on travaille sur l'agriculture urbaine tant on se mobilise autour de la question de l'agriculture vivrière et de la petite propriété. Pourtant, quelles que soient les intentions ou les actions réelles de leurs propriétaires, on voit par la superficie qu'ils représentent et leur situation métropolitaine, tous les enjeux que leur aménagement peut supposer à l'avenir. Ainsi le *fundo Santa Laura*, le *fundo Campana Norte* ou le *fundo El Grillo* pourraient constituer des modèles de gestion intégrée. Il en va ainsi pour le *fundo Santa Laura* dont le propriétaire fait appel à

32. Matériau de construction fait de terre et de paille, comparable au pisé.

33. Vallée andine au sud-est de Santiago des Chiliens – mais aussi des Argentins puisque, hors enneigement, un poste frontière y est ouvert - pour aller y passer quelques jours dans des installations qui vont du camping sauvage au *resort* de luxe en passant par les incontournables *cabañas*. La fréquentation en fin de semaine et l'été y est très importante.

des ruches pour la pollinisation du *bosque nativo*³⁴ ou qui a installé des poubelles fermées le long de la route G-10-F pour lutter contre les décharges sauvages. Andrés L., le propriétaire du *fundo Campana Norte* fait appel à des biologistes pour venir faire des classes vertes avec leurs étudiants, en échange d'une étude sur la faune et la flore. À l'inverse, Joaquín A. le propriétaire du *Fundo La Laguna* à Lampa ou l'héritier du *fundo Quintero Bajo* au nord de Viña del Mar, Alejandro P. L., ont des projets d'intensification. Le premier a été déclaré responsable par les services municipaux de l'assèchement d'une grande partie de la zone humide de Batuco pour ses activités agricoles d'exportation. Le second pense y faire un projet touristique et balnéaire.

Les rapports qu'entretient l'agriculture à la ville peuvent être conflictuels, notamment en termes de concurrence pour l'espace ou de pollutions mais il s'agit aussi d'opportunités : les agriculteurs voient dans la ville et ses infrastructures des possibilités d'ouvrir leurs marchés. Et réciproquement, car les citadins ont également besoin des espaces agricoles pour s'assurer des réserves de terre pour leurs projets futurs. Ainsi, lors d'un entretien réalisé le 3 avril 2012 avec un éleveur de chèvres de la commune de Lampa, à une question sur le coût relativement bon marché de la location du terrain de presque 7 hectares qu'il occupe à environ 15 minutes du centre-ville de Santiago, en pleine zone industrielle, Don Arturo répondait : « *ça c'est la meilleure ! C'est plutôt lui, le propriétaire, qui devrait me payer car je garde son terrain, moi, avec mes chèvres !* »

CONCLUSION

Les relations entre l'agriculture et la ville de Santiago s'avèrent donc difficiles et à ce titre l'expression d'agriculture urbaine est presque oxymorique. À part quelques initiatives très ponctuelles et presque anecdotiques, on peut dire qu'il n'existe pas d'agriculture urbaine dans les quartiers centraux de Santiago. Et pourtant elle correspond à un réel besoin. Selon M.-F. Prévôt-Schapira³⁵, après le « droit au pain » des années 1980, le « droit au travail » des années 1990, les années 2010 voient entrer l'Amérique latine dans un nouveau cycle de revendications : celui du droit au logement, au logement décent plus spécifiquement et plus largement du droit à la ville. Or, l'agriculture urbaine permet d'articuler sur une même parcelle les trois droits puisqu'elle permet de nourrir sa famille, de travailler, notamment pour les femmes, et de vivre sur un terrain digne offrant au moins l'aménité

34. Formation végétale arborée sclérophylle composée principalement d'espèces comme le *boldo* (*Peumus boldus*), le *quillay* (*Quillaja saponaria*), le *litre* (*Lithrea caustica*), le *peumo* (*Cryptocaria alba*), le *maiten* (*Maytenus boaria*). Localement comme au nord du Parque Nacional de La Campana, il peut être associé au palmier chilien (*Jubaea chilensis*), une espèce endémique. Il s'agit d'une forêt endémique encore préservée face aux espèces exotiques plantées comme l'*Eucalyptus globulus*.

35. Lors d'une intervention au colloque international « La ville compétitive à quel prix ? », Université Nanterre Paris-Ouest La Défense, 19-21 janvier 2012

environnementale. Par ailleurs, il y a aussi une véritable demande pour une alimentation plus saine, à laquelle les exploitations agricoles urbaines peuvent répondre, grâce à leur proximité avec les consommateurs.

L'agriculture urbaine semble en fait se développer plutôt dans la région métropolitaine que dans les quartiers centraux. L'emploi de l'expression agriculture métropolitaine pose la question de savoir si l'objet d'étude entre dans la catégorie d'une agriculture participant à la construction de la ville. Amenées à travailler en partenariat, ces exploitations semblent choisir une échelle métropolitaine qui leur permet de jouer de leurs complémentarités plutôt que d'entrer en concurrence à l'échelle strictement urbaine. Agriculture urbaine ou agriculture métropolitaine représentent pourtant le même enjeu dans la concurrence de bien-être entre les plus grandes villes d'Amérique latine.

L'agriculture est très présente dans la région centrale du Chili malgré l'avancée du front urbain de Santiago depuis les années 1970. Qu'elle soit héritée d'une ancienne ceinture maraîchère ou qu'elle se soit développée depuis le début des années 1990 autour de produits d'exportation, cette agriculture est très liée à la ville de Santiago et au port de Valparaíso qu'elle alimente et dont elle utilise les infrastructures pour se vendre. Même si quelques formes d'agriculture répondant aux nouveaux besoins des urbains et des pouvoirs publics apparaissent comme l'agriculture biologique, il reste toutefois difficile de parler d'agriculture urbaine en raison de la situation périphérique des parcelles concernées et de leur nombre limité.

NOUVEAUX PRODUCTEURS URBAINS, NOUVELLES AGRICULTURES URBAINES ?

MIGRANTS BOLIVIENS ET « BOLIVIANISATION » DE L'APPROVISIONNEMENT EN LÉGUMES DE BUENOS AIRES

*Julie LE GALL**

INTRODUCTION : L'AGRICULTURE URBAINE DE BUENOS AIRES, UNE AGRICULTURE PÉRIPHÉRIQUE

Si plusieurs expériences d'agriculture urbaine en Argentine ont été médiatisées comme exemples de réponses sociales à la crise économique¹,

* Maître de conférences en géographie. Université de Lyon - ENS de Lyon – UMR 5600 Environnement Ville Société / Équipe Biogéophile / julie.legall@ens-lyon.fr

1. En particulier le cas de Rosario, considérée au début des années 2010 selon la FAO comme « l'une des villes latino-américaines les plus vertes » : en effet, suite à la crise économique de 2001, plusieurs programmes d'agriculture urbaine ont été implantés, proposant des pratiques durables pour l'alimentation de la population et notamment des plus pauvres. Voir l'article de la FAO : <http://www.fao.org/ag/agp/greenercities/es/CMVALC/rosario.html> ou encore F. Lieberherr-Gardiol, « Durabilité urbaine et gouvernance, enjeux du XXI^e siècle », *Revue internationale des sciences sociales*, n°193-194.

ce type d'agriculture concerne peu le centre de la capitale². La relation entre l'agriculture et Buenos Aires n'est en fait pas à chercher dans la ville-centre mais au sein de ses périphéries. En effet, des travaux antérieurs³ ont montré que par rapport à ses consoeurs latino-américaines (Sao Paulo, Mexico), la métropole argentine a conservé deux grandes îles maraîchères qui s'étendent au sud sur les deuxième et troisième couronnes et au nord et nord-ouest sur les troisième et quatrième couronnes. Ces zones de cultures sont essentielles à l'alimentation de Buenos Aires en produits frais, mais sont soumises à des pressions multiformes. Ces dernières réduisent les dimensions moyennes des exploitations (4,2 hectares, soit deux fois moins que les exploitations des autres grandes agglomérations argentines), les éloignent vers la Pampa ou les confinent aux interstices des espaces urbanisés ou en cours d'urbanisation. De ce fait, les espaces productifs maraîchers font l'objet depuis 2009 d'une attention politique inédite grâce à la création d'une agence dédiée de l'INTA (Institut national de technologie agricole) : l'INTA-AMBA (Área metropolitana de Buenos Aires). Ce « tournant périurbain »⁴ constitue un fait notable dans un pays où la seule agriculture digne de considération politique a longtemps été la grande agriculture d'exportation. Il vient témoigner du caractère périphérique de l'agriculture de Buenos Aires, qui

2. Dans la Ville autonome de Buenos Aires, on recense un nombre de mètres carrés d'espaces verts (6,1 m²) inférieur à la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (entre 10 et 15 m²) et les pratiques agricoles relevées s'inscrivent majoritairement dans le programme social national Prohuerta : mis en place en 1990 et inclus depuis 2003 dans la loi qui crée le Plan national alimentaire, il vise à améliorer le régime des populations les plus pauvres en promouvant l'autoproduction d'aliments frais à petite échelle. Les potagers implantés sont surtout le fruit de familles modestes, d'écoles ou de groupes communautaires (associations, établissements publics...) et on en recense officiellement moins de 500 pour 3 millions d'habitants. Il existe sans aucun doute d'autres exemples de petite agriculture dans la ville-centre, mais sans recensement spécifique (à part le recensement des espaces verts par le Gouvernement de la ville, mais qui ne rend pas spécifiquement compte des espaces agricoles intra-urbains, il n'existe pas de base de données propre à cette agriculture), il est impossible d'en mesurer l'étendue, qui demeure de toutes les façons modeste par rapport à d'autres métropoles des Suds. Sources : Gobierno de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires 2009. Prohuerta, 2009, Prohuerta, 2012.

3. Par exemple : J. Le Gall et M. García. « Reestructuraciones de las periferias hortícolas de Buenos Aires y modelos espaciales: ¿Un archipiélago verde? », *Echogéo*, n°11, 2010. [en ligne] <<http://echogeo.revues.org/index11539.html>>

4. J. Le Gall J., « La découverte du périurbain : conservation des zones maraîchères de proximité à Buenos Aires et politiques d'aménagement du territoire », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 2013.

reste néanmoins, suivant la définition de l'agriculture urbaine donnée par P. Moustier et A. Fall, fondamentalement liée à la ville⁵.

Outre ces changements liés au développement urbain, l'implication croissante des migrants ou descendants de migrants d'origine bolivienne constitue sans aucun doute la plus remarquable des transformations ayant affecté la production et la commercialisation maraîchère de Buenos Aires ces trente dernières années. Arrivés dans la métropole argentine à partir des années 1970 directement de Bolivie ou après avoir travaillé d'une récolte à l'autre et d'une province à l'autre, les Boliviens représenteraient actuellement environ 40 % des producteurs (chiffres officiels⁶) et, selon les marchés de gros et les quartiers, au moins 60 % des commerçants grossistes ou détaillants (jusqu'à la presque totalité⁷). Ils succèdent aux acteurs dits « traditionnels » de l'activité maraîchère (Argentins et/ou d'origine principalement italienne, portugaise et japonaise) comme producteurs et/ou commerçants après avoir été d'abord employés par ces derniers, par exemple dans la production comme ouvriers puis métayers⁸.

Interrogés au sujet des évolutions de leur activité, certains acteurs « traditionnels » n'hésitent pas à déclarer : « *Antes, era otra cosa* », en renvoyant à un « avant » dit différent et souvent meilleur, une période regrettée qu'ils ont connue et qu'ont connue leurs parents, située au tournant des années 1970-1980. Ce basculement n'est jamais explicitement attribué aux seuls Boliviens, mais leur arrivée est toujours évoquée au même moment de la conversation. Le gérant d'un marché développe ainsi son sentiment : « *Les gens qui ont travaillé toute leur vie ici ont dû partir, parce que [les Boliviens] travaillent d'une manière différente de la nôtre.* » Derrière le « c'était mieux avant », il est possible de lire la nostalgie ou la xénophobie de certains acteurs traditionnels. Mais on peut aussi entendre leur perception d'une réelle rupture au sein de leur activité professionnelle quotidienne, qui

5. « Agriculture localisée dans la ville ou sa périphérie, dont les produits sont majoritairement destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et non agricole des ressources (sol, main-d'oeuvre, eau...), alternatives qui ouvrent sur des concurrences, mais aussi des complémentarités entre agriculture et ville. » Définition P. Moustier et A. Fall in B. Smith Olanrewaju, P. Moustier, L. J. A. Mougeot et A. Fall, « Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone », CIRAD, CRDI, 2004. Cités par C. Aubry et J. Pourias, « L'agriculture urbaine et périurbaine fait déjà partie du métabolisme urbain », in Demeter, *Rapport annuel*, 2013.

6. Chiffres du Recensement maraîcher de Buenos Aires, 2005. Ministerio de Asuntos Agrarios, Ministerio de Economía and Gobierno de la Provincia de Buenos Aires. *Censo Hortiflorícola de la Provincia de Buenos Aires 2005*, Dirección Provincial de Estadística, La Plata, 2006.

7. Chiffres de l'auteure, 2006-2011.

8. Sur l'ascension sociale des Boliviens, voir R. Benencia, « De peones a patronos quinteros. Movilidad social de familias bolivianas en la periferia bonaerense », *Estudios migratorios latinoamericanos*, n°35, 1997. Sur les moteurs de cette ascension, voir J. Le Gall, « Les zones maraîchères périurbaines de Buenos Aires : entre crises et adaptations des producteurs », *Pour*, vol. 4, n°224, 2015.

révèlerait les transformations profondes de l'agriculture de Buenos Aires sous l'influence des nouveaux acteurs.

Si l'internationalisation de la main d'œuvre agricole est « *la règle partout dans le monde* »⁹, les migrants dans les espaces ruraux ou liés à une activité rurale restent encore « invisibles » dans le champ des recherches migratoires, dominées par l'urbain¹⁰. Alors que la dynamique de mobilité qui caractérise le parcours des migrants n'enlève en rien leur capacité à transformer l'espace où ils s'établissent¹¹, les constructions spatiales qui naissent de l'échange, de l'interaction, du lien entre espaces d'origine et d'arrivée sont moins étudiées dans les espaces agricoles. Les ouvriers et exploitants issus de la migration, quand bien même ils ne seraient que saisonniers, doivent pourtant être considérés comme des acteurs potentiels des transformations des territoires agricoles et des sociétés qui les occupent.

En Argentine, les recherches sur l'agriculture périurbaine et la production maraîchère ont largement insisté sur la présence bolivienne¹², y compris en observant ses effets d'entraînement en termes de discrimination et de racisme¹³. Mais rares sont celles qui se sont penchées sur l'impact que pouvait avoir l'origine bolivienne des nouveaux acteurs dans les transformations spatiales qu'ils génèrent au sein des espaces productifs et commerciaux maraîchers. Rares sont les travaux qui ont composé avec la mosaïque sociale, ethnique et culturelle entre anciens et nouveaux migrants présents au sein de la Région métropolitaine, susceptible pourtant d'en influencer l'approvisionnement en légumes frais.

Suivant ces enjeux et en réponse aux critiques des acteurs traditionnels, l'objectif initial de cet article est de préciser le rôle que tient l'origine géographique des migrants dans les évolutions de l'agriculture maraîchère de

9. C. Crenn et S. Tersigni, Numéro thématique « Migrations et mondes ruraux », *Hommes et migrations*, n°1301, 2013.

10. Ibid.

11. Voir par exemple : M. Péraldi (éd.), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001 ; M. Péraldi (éd.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002 ; C. Schmoll, C. « Pratiques spatiales transnationales et stratégies de mobilité des commerçantes tunisiennes », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n°1, 2005.

12. Par exemple : R. Benencia et G. Karasik, « Bolivianos en Buenos Aires: Aspectos de su integración laboral y cultural », *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, vol. 9, n° 27, 1994 ; C. Feito, *Ruralidades, agricultura familiar y desarrollo. Territorio del periurbano norte de la provincia de Buenos Aires*, Buenos Aires, La Colmena, 2014. J. Le Gall, « Nouvelles mobilités maraîchères à Buenos Aires : les migrants boliviens à l'œuvre », *Espaces, Populations, Sociétés*, n°2010. 2-3, 2011.

13. Benencia, R., 2004. « Trabajo y prejuicio. Violencia sobre inmigrantes bolivianos en la agricultura periférica de Buenos Aires ». *Revue européenne des migrations internationales*, 20 (20): 97-118. C. Pizarro, « Olor a negro. Discurso, discriminación y segmentación étnica en el lugar de trabajo », *IV Coloquio de investigadores en estudios del discurso*, Córdoba, 2009.

Buenos Aires. Peut-on parler d'une « bolivianisation » des espaces agricoles et commerciaux liés à l'activité maraîchère ?

Pour ce faire, on s'appuie sur un travail de terrain mené au sein des espaces maraîchers de la capitale argentine (zones de production, marchés de gros, commerces de la ville-centre). 41 producteurs, 179 commerçants grossistes et 49 commerçants détaillants, d'origine bolivienne pour 80 % d'entre eux, ont été interrogés à base d'enquêtes, d'entretiens semi-directifs et de récits de vie entre 2006 et 2011. Les résultats ont été analysés principalement par traitement qualitatif.

Le propos s'attachera d'abord aux nouveautés apparemment introduites par les Boliviens dans l'agriculture de Buenos Aires, pour comprendre comment qualifier les processus qu'ils mettent en œuvre, entre innovation, imitation ou « ethnicisation ».

DE NOUVEAUX PRODUCTEURS, DE NOUVEAUX PRODUITS ?

Dans les lieux qu'ils traversent comme dans les lieux où ils s'installent de façon temporaire ou définitive, les migrants apportent leurs valeurs, leurs pratiques, leurs compétences, et reçoivent celles de la société qui les accueille¹⁴. Sont ainsi mis en évidence des processus d'hybridation à l'œuvre dans les pratiques quotidiennes des migrants sous l'influence des réseaux transnationaux, et notamment dans l'alimentation¹⁵, ce qui peut avoir des conséquences sur les systèmes agro-alimentaires et les systèmes productifs locaux. Une première hypothèse quant à l'influence des Boliviens dans l'approvisionnement en légumes de Buenos Aires serait l'introduction de nouveaux produits maraîchers et modes de production issus de leur pays d'origine.

On suggère ici par « nouveautés » des légumes cultivés, commercialisés et consommés dans la Région métropolitaine de Buenos Aires (RMBA) depuis au plus une trentaine d'années (moment de l'arrivée des Boliviens) et inconnus du producteur et du consommateur moyen jusqu'à il y a peu. Ce sont des produits pour lesquels la personne interrogée déclare : « *auparavant, on n'en trouvait pas* » ou « *c'est un produit nouveau* ». Plus largement, ce sont des produits pour lesquels l'accessibilité a évolué. La personne interrogée dira : « *auparavant, on n'en trouvait pas à cette époque de l'année* », « *à cette fréquence* », ou « *à ce prix* ». La nouveauté s'observe avec les variétés de légumes (et donc de semences), les techniques, les époques de production et les formes de commercialisation, en analysant à la fois les propos des

14. G. Capron, G. Cortès et H. Guétat-Bernard, *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*. Paris, Belin, Coll. Mappemonde, 2005.

15. C. Crenn, C., J.-P. Hassoun, F.X. Medina, « Repenser et réimaginer l'acte alimentaire en situations de migration », *Anthropology of food*, n°7, 2010 ; A. Raulin, « Consommation et adaptation urbaine. Des minorités en région parisienne », *Sociétés contemporaines*, 1990.

acteurs traditionnels et nouveaux et le contenu de bulletins d'informations destinés aux producteurs (comme le *Boletín Hortícola*, publié par l'INTA).

Au niveau de la production, les Boliviens proposent plusieurs types de cultures nouvelles, dont deux sont emblématiques pour leur étendue : la culture des fraises et la culture de légumes et plantes aromatiques chinoises. Les fraises sont apparues à Buenos Aires au tournant des années 1980 et constituent le produit phare des zones Nord et Ouest. Dans certains *partidos*¹⁶, comme à Pilar, la culture de la fraise montre une implantation encore plus récente (années 1990-2000) et connaît ces dernières années une expansion fulgurante des superficies (+ 500% entre 2002 et 2005) et des volumes produits. Un tiers des producteurs boliviens interrogés à Pilar ont réservé une part de leur exploitation à cette culture, suivant deux tendances. Certains (minoritaires) ont commencé à cultiver dès les années 1990 et y consacrent aujourd'hui au moins un quart de leur exploitation : ils misent sur ce produit pour leur chiffre d'affaires ; les autres s'y sont essayés après 2003 et disposent de quelques rangs : la fraise est pour eux une option parmi d'autres qui permet néanmoins de faire des bénéfices au printemps (novembre). De plus, trois producteurs boliviens interrogés allouent une partie de leurs terres à des légumes commandés par des restaurateurs chinois, en vente directe (Figure 1) : des champignons particuliers, des choux, des plantes aromatiques que les producteurs ne peuvent pas toujours décrire « *parce qu'elles ne sont pas d'ici* » ou parce qu'ils ne se souviennent plus du nom. Enfin, à côté des cultures, plusieurs maraîchers d'origine bolivienne ont incorporé à leur exploitation des nouvelles techniques de production : c'est le cas des serres au sein de la zone Sud ou, par effet d'entraînement, des semences améliorées, tunnels... au sein de la zone Nord (Figure 2).

Figure 1 : Une parcelle cultivée par un producteur d'origine bolivienne, destinée à des consommateurs chinois (thym, citronnelle)



16. Département. La Région métropolitaine de Buenos Aires comprend 41 *partidos*.

Figure 2 : De nouvelles techniques de production : des tunnels sur des légumes feuilles et des pieds de fraisiers cultivés sur bâche avec une irrigation au goutte à goutte (Pilar, Zone Nord)



Sur les étals des marchés de gros et des lieux de vente au détail, les Boliviens vendent des produits que les acheteurs et consommateurs qualifient aussi de « nouveaux ». On retrouve évidemment les nouveaux produits cultivés, mais aussi des fruits présents plus fréquemment qu'il y a quelques années, principalement des produits tropicaux venus du Nord de l'Argentine ou des pays voisins (kumquats, mangues, ananas). Cependant, chez les commerçants boliviens, les fruits et légumes se remarquent surtout pour leurs nouveaux modes de conditionnement : les Boliviens proposent des légumes prédecoupés et/ou préparés vendus sous forme de barquettes recouvertes d'un film fin de plastique et, en accompagnement, ils vendent des épices et condiments présentés dans des petits sachets. Dans les marchés de gros, les emplacements spécialisés dans ces produits sont tenus par des Boliviens. En centre-ville, les barquettes de légumes tout prêts et les sachets d'épices constituent des produits d'appel-clés pour les primeurs et les vendeuses de rue.

Ainsi, producteurs et commerçants boliviens introduisent des produits et modèles nouveaux pour eux *et* pour la Région métropolitaine : il ne semble pas s'agir d'une importation de Bolivie. En parlant de ces différentes nouveautés, nombreux sont les Boliviens qui expriment une grande fierté et se perçoivent comme des pionniers en prétendant par exemple que *« personne ne savait ce qu'était une fraise il y a vingt ans »*, ou *« qu'il n'y avait pas de serres à leur arrivée »*.

Mais les Boliviens n'ont pas l'exclusivité de ces nouveaux produits : à Pilar, un producteur d'origine italienne dispose aussi d'une petite parcelle de fraises ; dans tous les magasins de primeurs, il est possible d'acheter des barquettes préparées, quelle que soit l'origine du gérant ; et la couverture des parcelles maraîchères n'est pas l'apanage des seuls Boliviens. Aussi, si tous les éléments semblent originaux historiquement pour la Région métropolitaine de Buenos Aires et partagés par la plupart des Boliviens interrogés, ces derniers sont-ils à l'origine des dynamiques décrites ?

PIONNIERS OU IMITATEURS ?

L'influence des Boliviens dans l'introduction de ces nouveautés semble à première vue assez limitée, dans la production comme dans la commercialisation.

En effet, à plusieurs reprises, les personnes interrogées affirment leur inexpérience dans les productions et modes de production aujourd'hui communs et elles reconnaissent l'influence de leurs prédécesseurs : les Japonais pour la fraise, les Portugais et Argentins pour les serres, les Coréens pour les barquettes de légumes prédécoupés. Un producteur relate ainsi ses débuts dans la culture de la fraise : *« On a appris, personne ne nous a montré, tu sais juste comment ça se plante. Moi en la plantant, comme j'avais la racine dans la main, je ne savais pas où était la tête... et je l'ai plantée à l'envers. On travaillait comme on pouvait. (...) Seuls les Japonais et les Coréens faisaient de la fraise. Les autres ne savaient pas et ne pouvaient pas en vendre. »* Et une femme de producteur raconte l'implantation de sa serre : *« [Mon mari et moi] on a pensé tous les deux : « Pourquoi on se ferait pas une serre ? » Un camarade en avait une dans le virage. Pantaleón, je crois, un Portugais, ou (...) ...un voisin. On est allés le voir, ici dans le coin. »*

Ces témoignages sont confirmés par les acteurs traditionnels, qui expliquent qu'ils avaient lancé un certain nombre de produits avant l'arrivée des Boliviens. Ainsi, d'après un actuel homme politique qui dirigeait un « empire commercial » de la fraise dans les années 1970, les premiers à cultiver les fraises à Buenos Aires ont été les Japonais, à Loma Verde, au nord¹⁷. L'un de ces derniers m'expliqua ainsi qu'il avait introduit l'usage du plastique sous les pieds de fraises, ce qui *« n'avait rien de nouveau pour le Japon »*¹⁸. Quant aux serres en polyéthylène, c'est un producteur de la Plata d'origine italienne, qui, ayant vu des poivrons au Marché Central issus de cultures sous serres et importés de la province de Corrientes, s'est déplacé pour comprendre la technique et l'implanter sur son exploitation. Au début des années 1980, les seules serres étaient alors en verre et réservées à la floriculture.

Les pionniers, au sein des espaces productifs, sont aujourd'hui appelés « entrepreneurs » par les personnes interrogées : ils ont dépassé leur situation

17. De nombreux Japonais ont été installés dans des « colonies de peuplement » à partir du début du XX^e siècle : des zones qu'ils défrichaient et s'approprièrent, pour des cultures maraîchères initialement puis de plus en plus pour la floriculture, l'une de leurs spécialités.

18. Propos qui rappelle que l'innovation est avant tout tributaire du point de vue du sujet : voir L. Cambrézy, « La diffusion spatiale, condition ou dimension intrinsèque de l'innovation ? », In J.-P. Chauveau, M.-C. Cormier-Salem et É. Mollard (Ed), *L'innovation en agriculture*, Paris, IRD Editions, 1999. A cette époque, la fraise était très prisée. Produire signifiait posséder un savoir-faire pointu pour être concurrentiel ; revendre constituait un métier à part dans le monde maraîcher, car il fallait faire venir les fraises des différentes provinces argentines et d'autres pays en alternance, pour qu'il y en ait toute l'année sur les étals.

en introduisant des éléments puisés dans leurs ressources (connaissances, éducation, réseaux...) et osé proposer des techniques ou produits inhabituels. A leurs côtés, les Boliviens apparaissent finalement comme de simples « imitateurs » pour la plupart des produits considérés : c'est en travaillant comme métayers pour les acteurs traditionnels dans les années 1980 et 1990 qu'ils ont appris par la pratique et l'observation. Les Japonais, les Portugais, les Italiens, introduisent donc des cultures et des techniques, puis les partagent avec les Boliviens, qui les reproduisent ensuite quand ils disposent de leurs propres exploitations. Suivant ces considérations, faut-il minimiser le rôle des Boliviens dans la transformation des espaces agricoles ?

LES BOLIVIENS, ACTEURS CLÉS DE LA DIFFUSION DES INNOVATIONS

En premier lieu, certains produits semblent bien imputables à la présence des Boliviens, notamment les petits sachets d'épices et de condiments que l'on trouve sur les marchés : non seulement les commerçants des marchés de gros qui les proposent déclarent s'approvisionner en grande partie en Bolivie, mais les commerçants argentins et les habitants de Buenos Aires ont largement insisté sur l'originalité de ce type de produits. Les Boliviens ont donc impulsé une partie des nouvelles offres commerciales.

Par ailleurs, en reproduisant des techniques, les migrants boliviens sont « *[des] agents, groupes d'agents qui participent au renforcement du processus d'innovation* »¹⁹. En effet, selon les auteurs : « *Les agents de l'innovation ne se réduisent pas aux agents ou à l'organisation qui proposent la nouveauté mais incluent aussi (...) les agents, groupes d'agents et réseaux sociaux ordinaires qui participent au renforcement du processus d'innovation. (...) Le processus d'invention ou d'emprunt ne constitue qu'une séquence particulière du processus d'appropriation de la nouveauté.* » Cet « environnement de l'innovation »²⁰ inclut notamment à Buenos Aires le contexte politico-économique d'ouverture néo-libérale des années 1990, favorable aux importations (semences, matériaux, machines outils...), ainsi que les pépiniéristes et autres magasins d'engrais qui ont largement accéléré la diffusion des produits introduits. Mais, en matière d'agriculture, il est bien précisé : « *les agriculteurs (...) restent en dernier ressort les artisans du destin d'une innovation-produit et les seuls à même d'en assurer l'appropriation par le milieu local.* »²¹ En ce sens, les Boliviens apparaissent comme des vecteurs de l'innovation, à l'origine de la diffusion des nouveautés agricoles et commerciales.

19. J.-P. Chauveau, M.-C. Cormier-Salem, É. Mollard (Ed), *L'innovation en agriculture*. Paris, IRD Editions, Coll. A travers champs, 1999.

20. L. Cambrézy, « La diffusion spatiale, condition ou dimension intrinsèque de l'innovation ? », In J.-P. Chauveau, M.-C. Cormier-Salem et É. Mollard (Ed), *L'innovation en agriculture*, Paris, IRD Editions, 1999.

21. J.-P. Chauveau, M.-C. Cormier-Salem, É. Mollard, *ibid.*

Toutefois, si les Boliviens sont plutôt des imitateurs que des innovateurs, leurs produits, même calqués sur ceux des pionniers, n'en sont pas moins différents (Figure 4). Par exemple, dans la zone Sud, on remarque l'apparition de plus en plus systématique des serres de type « chapelle géante », encore peu utilisées jusqu'alors. Cela signifie que les Boliviens n'utilisent plus les serres uniquement pour les laitues ou les légumes fruits (tomates, poivrons, aubergines...), comme leurs prédécesseurs, mais qu'ils y cultivent de plus en plus de légumes feuilles (épinards, blettes...), pour lesquels cette structure basse et large est la plus adéquate. Alors que la culture de ces légumes se faisait auparavant en plein champ pour réserver les serres aux cultures les plus risquées et les plus chères, l'usage des grandes chapelles vise une amélioration nette de la qualité (et donc du prix de vente) pour se distinguer des producteurs de la zone nord (spécialisés dans les légumes feuilles mais en plein champ) auprès des grossistes de la capitale. De même, les commerçants boliviens expliquent qu'ils n'achètent pas leurs barquettes de légumes prédécoupés mais qu'ils les fabriquent eux-mêmes : cela leur permet de proposer des barquettes plus fraîches, plus fournies, plus variées que leurs concurrents argentins, qui achètent les barquettes toutes faites auprès de commerçants grossistes.

Ces exemples montrent que les Boliviens ne reproduisent pas seulement un modèle, mais innovent dans l'usage qu'ils font de ce modèle, pour une meilleure qualité de l'ensemble des légumes produits et consommés. Le développement des innovations tient à la capacité d'initiative des Boliviens à partir des dynamiques insufflées par les Italiens ou les Japonais. Ce saut qualitatif, indispensable pour expliquer pourquoi la « greffe » des nouveaux produits a pu si bien s'implanter invite à qualifier les Boliviens de très bons imitateurs.

Figure 3 : Un saut qualitatif : une serre de type « grande chapelle », privilégiée pour les cultures de légumes feuilles et la découpe de rondelles de courge pour la préparation des barquettes (magasin de primeurs, Palermo)



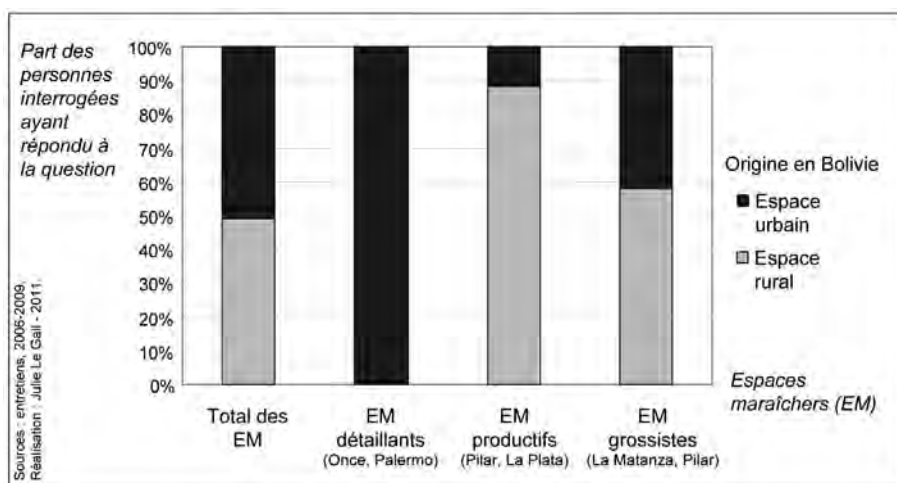
© Julie Le Gall - 2008

L'AGRICULTURE PÉRIURBAINE DE BUENOS AIRES, TÉMOIN DE LA DESCAMPESINIZACIÓN DES AGRICULTURES DES BOLIVIENS ?

Ces conclusions semblent venir réfuter l'idée d'une « bolivianisation » de l'agriculture périurbaine de Buenos Aires. Pourquoi peut-on même parler d'une rupture avec les modes de production en Bolivie ?

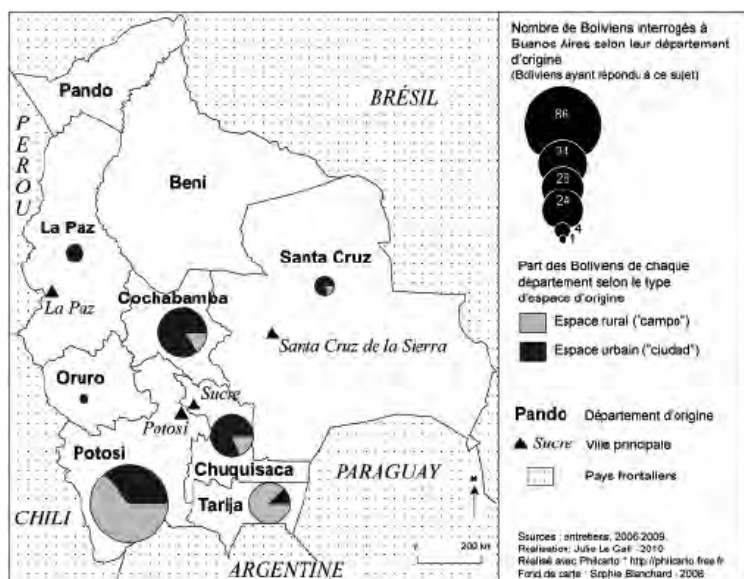
L'insertion des migrants boliviens dans une activité économique agricole au sein de l'espace d'arrivée s'explique en partie par leurs origines en Bolivie : 88 % des producteurs interrogés sont issus d'espaces ruraux (et inversement tous les Boliviens travaillant dans l'activité commerciale détaillante sont d'origine urbaine) (Figure 5). Leur *campo* est situé principalement dans les départements du Sud de la Bolivie qui correspondent aussi aux foyers majeurs d'émigration du pays²². La migration s'opère donc suivant une continuité spatiale du rural au rural. Plus précisément, dans l'activité maraîchère productive dominant les Boliviens originaires des départements de Potosí et de Tarija (Figure 6). Au sein des marchés de gros, ce sont eux aussi que l'on retrouve à la tête d'emplacements qui vendent des légumes produits dans la Région métropolitaine (comme producteurs-commerçants ou revendeurs de premier niveau).

Figure 4 : Origine des personnes d'origine bolivienne rencontrées par type d'espace



22. G. Cortès. *Migrations, espaces et développement*. Habilitation à diriger des recherches, Université de Poitiers, Poitiers, 2008.

Figure 5 : Les Boliviens rencontrés selon leur département et leur type d'espace d'origine en Bolivie



À quelques exceptions près, les Boliviens issus des espaces ruraux étaient propriétaires de terres et pratiquaient l'agriculture avant d'arriver à Buenos Aires, suivant deux logiques. *Les agriculteurs originaires des montagnes* (plateaux : Potosí) ont pratiqué une agriculture de subsistance destinée à l'autoconsommation, associée aussi à un système de troc pour des denrées non produites sur l'exploitation. *Les agriculteurs issus des « vallées »* (Tarija, Sucre, alentours de la capitale départementale de Potosí) ont connu une petite agriculture familiale irriguée (au moins de façon saisonnière) destinée aux marchés locaux. Avaient-ils cultivé des légumes auparavant ? Les premiers n'avaient eu, du fait de l'altitude et du manque d'eau, qu'un accès à un nombre limité de productions : le trinôme « maïs, pommes de terre, fèves » revient le plus souvent dans les conversations. Les seconds cultivaient « la même chose qu'à Buenos Aires » avec une grande diversité des productions, auxquelles il faut ajouter des vergers autour de Sucre et de Tarija et des vignes autour de Tarija. En outre, quel que soit leur département d'origine, les Boliviens évoquent la pratique de l'élevage sur les terres communautaires : des moutons, des poules sur les hauts-plateaux de Potosí ; des vaches dans les terres plus basses de Tarija ou de Chuquisaca.

Ces agricultures pratiquées en Bolivie présentent toutes les caractéristiques des petites agricultures familiales latino-américaines²³. Ces agricultures sont parfois dites « paysannes » (*campesinas*), du fait de l'attachement spécifique de leurs acteurs à la terre considérée comme patrimoine et à une communauté partageant leur relation particulière à la terre et au foncier. Au moment où ils commencent à travailler dans les exploitations de Buenos Aires, on pourrait donc qualifier les migrants boliviens issus du monde rural de « *campesinos* » : c'est d'ailleurs ainsi que se définissent les agriculteurs issus des hauts plateaux de Potosí (tandis que les agriculteurs issus des vallées disent qu'ils sont « du *campo* » sans jamais se positionner comme « *campesinos* »). On retrouvait cette logique pour les maraîchers japonais originaires de l'île d'Okinawa un siècle plus tôt, de même que pour les petits paysans italiens ou portugais arrivés au long du XX^e siècle.

Cependant, à Buenos Aires, les producteurs maraîchers pratiquent une agriculture très différente de celle qu'ils avaient apprise dans leur pays d'origine. Ils ne sont pas propriétaires de la terre qu'ils cultivent et leur installation loin de la Bolivie les a aussi éloignés de leur communauté d'origine, ce qui fait aussi évoluer leur relation à la terre : les producteurs ont un rapport très technique à leur exploitation à Buenos Aires alors qu'ils parlent avec attachement de la terre, de l'eau, des paysages de Bolivie. Les conditions climatiques, hydriques et édaphiques de l'espace récepteur sont aussi toutes autres et le niveau économique et technique des exploitations est décalé par rapport aux agricultures boliviennes : les producteurs boliviens, au même titre que d'autres, ont eu accès en Argentine aux engrais et semences les plus performants et à des systèmes d'irrigation très modernes. Enfin, ils sont connectés aux réseaux d'approvisionnement les plus rémunérateurs de la Région métropolitaine pour vendre leurs productions.

Ainsi, en observant l'évolution de ces caractéristiques au long de l'ascension sociale des Boliviens à Buenos Aires, un double processus est mis à jour : une « décomposition » (*descomposición*) du statut de *campesino* avec la migration, puisque les Boliviens deviennent ouvriers agricoles pour les Argentins ; puis une sortie du cadre de la paysannerie (*descampesinización*)²⁴. Il apparaît donc inadéquat de parler d'un « maraîchage paysan » à Buenos Aires où plusieurs acteurs, institutionnels ou issus du monde académique, qualifient finalement les producteurs boliviens de producteurs capitalisés, de producteurs capitalistes, voire de « *farmers* », afin de bien marquer la différence avec leur visage originel de « *campesinos* ».

23. J.-L. Chaléard et J.-P. Charvet, *Géographie agricole et rurale*, Paris, Belin, Coll. Atouts Géographie, 2004.

M. Dufumier, *Agricultures et paysanneries des tiers-mondes*, Paris, Karthala, 2004.

T. Linck (éd.), *Agricultures et paysanneries en Amérique latine. Mutations et recompositions*, Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et séminaires, 1992

J.-C. Tulet, « La révolution du maraîchage dans les Andes du Vénézuéla ». *Cahiers des Amériques latines*, n°40, 2002.

24. M. García, *ibid.*

Toutefois, plusieurs éléments au moins viennent encore complexifier cette caractérisation de l'agriculture de Buenos Aires. Tout d'abord, les exploitations des Boliviens se trouvent dans une situation précaire sur le plan foncier : les migrants et descendants de migrants n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété agricole (détenue par les anciens migrants installés depuis plusieurs générations) et les baux locatifs sont revus à la hausse tous les ans du fait de l'inflation, avec le risque majeur, dans la zone nord, d'une expulsion face aux pressions immobilières (*barrios cerrados*). Ensuite, l'impossible ancrage foncier force les Boliviens à limiter leurs investissements dans leur habitation et ils vont privilégier des constructions de bois et matériaux de récupération qui les exposent à une grande vulnérabilité²⁵. En outre, la façon dont les migrants boliviens accèdent au foncier locatif révèle un choix en faveur de petites exploitations : au sud, on observe une déconcentration des terres entre 1998 et 2005 en parallèle de l'augmentation des exploitations boliviennes ; et au nord, l'extension des zones maraîchères vers la Pampa s'opère avec des exploitations de moins de 5 ha. Ce choix s'explique par les capacités d'investissement limitées des Boliviens, même pour des parcelles locatives, mais aussi par un fonctionnement de l'exploitation fondé autant que faire se peut sur la main-d'œuvre familiale (où tout le monde joue un rôle, du plus petit qui sème les graines, au plus grand qui gère l'exploitation). Les producteurs boliviens continuent aussi à cultiver « un peu de tout » pour garantir leur autoconsommation et certains reproduisent des pratiques originaires de leur pays, telle la culture d'une petite parcelle de maïs ou la pratique de l'élevage laitier (Figure 6). Enfin, dans la zone nord, la constitution d'associations de migrants d'origine bolivienne (*colectividad*), qui donne lieu à des marchés de gros sur le modèle de coopératives, fait aussi référence à leurs communautés d'origine : le marché de gros bolivien de Moreno, par exemple, est constitué de migrants originaires du même village en Bolivie, et sert aussi de salle des fêtes pour les festivités nationales et régionales boliviennes ou autres rassemblements familiaux. Non seulement la plupart des producteurs possèdent encore des terres en Bolivie, mais ils continuent à l'entretenir à distance par la famille restée au lieu d'origine, dans le but d'y retourner peut-être à un âge avancé.

À travers ces quelques traits caractéristiques, les Boliviens expriment une continuité avec les paysans boliviens qu'ils étaient au pays. Ils ressemblent aussi aux producteurs traditionnels au moment de leur arrivée, dans les années 1930, ou 1950-60. On pourrait ainsi parler des Boliviens de l'activité maraîchère comme des « petits producteurs capitalisés avec des traits paysans »²⁶ ou encore, de « petits producteurs familiaux capitalisés », pour prendre en considération leur accès limité au foncier et le rôle crucial de

25. Le logement des Boliviens sur leurs exploitations est l'un des arguments les plus cités pour exprimer avec mépris ou pitié un certain nombre de critiques telles que : leur absence d'hygiène ou même d'intérêt pour l'hygiène, le mauvais traitement de leurs enfants, et plus largement les façons de vivre. Ces différentes dites « culturelles », qui découlent directement de l'insécurité foncière, sont prétexte à justifier l'impossible dialogue avec les nouveaux arrivants.

26. M. García, *ibid.*

la famille, à l'origine, comme à l'arrivée, pour leur ascension et le fonctionnement de leur économie.

Figure 6: Le maintien de traits paysans: l'exemple de l'élevage pour l'autoconsommation



M., producteur d'origine bolivienne parti depuis les années 1970 de Potosí, est l'une des rares personnes rencontrées à avoir conservé un petit élevage bovin pour le lait et la viande (deux vaches et un veau, que l'on aperçoit sur la photo). Il possède aussi trois cochons et des poules. Les autres producteurs ne possèdent en général que des poules. La présence de petits élevages ou de parcelles réservés à la consommation familiale participe à donner à l'agriculture maraîchère des traits « paysans » qui ont disparu des autres exploitations.

En rapprochant les pratiques agricoles des Boliviens à Buenos Aires de leurs pratiques en Bolivie, on comprend comment se surimposent, dans la Région métropolitaine, à la fois des dynamiques innovantes, initiées par les acteurs traditionnels et relayés par les Boliviens, qui modernisent l'agriculture maraîchère, et d'autres dynamiques innovantes, initiées par les migrants d'origine bolivienne, qui la transforment et lui (re)confèrent le visage d'une petite production familiale. Pourtant, il ne s'agit pas d'un retour en arrière, à la mode des migrants italiens ou portugais, bien que certains traits rappellent leurs modes de production très familiaux. Finalement, c'est plutôt au sein des espaces commerciaux que se pose la différence entre ce qui relève de l'importation ou de l'adoption de pratiques. Suivant une circulation des pratiques caractéristiques des migrations dans un cadre mondialisé, les Boliviens s'impregnent à la fois des changements de l'activité maraîchère et de leurs héritages pour s'insérer dans cet espace récepteur.

Ce dernier ne devient pas cependant « leur nouveau *campo* ». Contrairement à ce que l'on observe dans la commercialisation, la circulation des pratiques dans l'espace agricole ne s'accompagne pas d'une appropriation progressive

de l'espace récepteur où la référence à la Bolivie devient un critère de revendication d'une place dans l'économie et le fonctionnement social de la métropole. En outre, les ruptures dans les pratiques de l'agriculture limitent l'analyse en termes d'hybridation des pratiques : l'agriculture (seule) n'apparaît pas ici comme le vecteur de construction d'un espace transnational. C'est en associant agriculture *et* commercialisation, de même qu'en rentrant dans l'espace domestique, que l'on trouvera davantage les traces de ce processus, car les mécanismes de l'acquisition foncière laissent envisager l'ancrage, individuel mais surtout collectif.

CONCLUSION

Réfléchir à la façon dont on peut nommer, qualifier, typifier, les agriculteurs boliviens à Buenos Aires et leurs pratiques démontre une rupture opérée par la migration entre agriculture au pays d'origine et agriculture au pays d'arrivée, plus qu'une rupture dans l'agriculture de l'espace récepteur. Les stratégies económico-sociales d'insertion et d'ascension en Argentine visent une accumulation de capital qui s'opère au détriment des traits paysans d'origine des Boliviens et, au-delà, des pratiques et produits agricoles dont ils étaient familiers. Certains responsables n'hésitent pas à dire que les producteurs boliviens sont encore plus tournés vers l'accumulation que d'autres, s'inquiétant d'autres dérives, notamment productivistes, et de leurs conséquences environnementales. Il ne semble pas s'être opéré de « bolivianisation » de l'agriculture urbaine de Buenos Aires, au contraire : il est plus judicieux de parler d'une adaptation des Boliviens au contexte économique, social, agronomique, dans lequel ils se sont insérés. Cependant, ce sont bien les traits paysans des maraîchers boliviens, et notamment l'usage intensif de la main-d'œuvre familiale, le choix d'une logique d'accumulation très faible mais continue, et le caractère encore très informel de leur économie familiale, qui expliquent leur flexibilité et leur compétitivité face à leurs concurrents, et donc leurs capacités à les égaler, voire les dépasser.

A ce niveau, les trajectoires des producteurs maraîchers boliviens diffèrent bien peu de celles de leurs prédécesseurs italiens ou portugais. Les critiques que ces derniers font, criant à une concurrence déloyale, dénoncent des pratiques dont eux, leurs parents ou leurs grands-parents, ont sans doute goûté les avantages auparavant. Avancer cette continuité sociale et de pratiques mérite d'être mieux soulignée pour s'intéresser davantage à la façon dont les migrants Boliviens, comme d'autres migrants avant eux, participent finalement au « *long processus de transformations et constructions territoriales des périphéries de Buenos Aires* »²⁷. Au-delà du cas argentin, il s'agit d'encourager les recherches portant sur les traits communs

27. A. C Svetlitzza de Nemirovsky, *Desarrollo e inmigración portuguesa en el Área Metropolitana de Buenos Aires, Transformaciones y continuidades agrarias en el Partido de la Matanza*, Thèse de doctorat en géographie de l'Université de Huelva, Huelva, 2004.

d'une communauté migrante à une autre davantage que sur les divisions conduisant à des rapports conflictuels.

Finalement, ce travail permet d'éclairer la relation entre migration et activité économique agricole. Alors que dans les recherches urbaines, le prisme migratoire a été un facteur probant d'explication de certaines reconfigurations commerciales²⁸, donnant ainsi lieu aux travaux sur l'insertion des migrants depuis les économies ethniques, on est ici invité à questionner le lien entre économie agricole et économie ethnique *depuis la production*. Pour ce faire, deux pistes apparaissent. La première viendrait s'appuyer sur la définition de l'ethnique comme des « dispositifs qui mettent en relation des individus à travers des échanges de biens et de services sur la base de leur appartenance ethnique »²⁹ : il s'agirait de regarder dans le fonctionnement des espaces productifs investis par des migrants (comme travailleurs ou producteurs), ce qui relève des relations sociales ethniques et leur apport aux recompositions des agricultures³⁰. La seconde, plus engagée, viendrait s'appuyer sur les analyses critiques des systèmes alimentaires³¹ pour faire émerger des propositions tenant compte des situations d'inégalités et de domination qui les traversent en relation avec les migrations. L'exemple des Boliviens à Buenos Aires, qui subissent régulièrement violences et discriminations, rappelle que les processus raciaux viennent construire les relations professionnelles dans l'activité agricole³². Surtout, il met en évidence la nécessité d'observer l'accès au foncier pour à la fois dénoncer des injustices

28. Voir par exemple : E. Ma Mung, « Entreprise économique et appartenance ethnique », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n°2, 1996 ; K. Doraï, M-A. Hily, F. Loyer, E. Ma Mung, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire. Rapport final pour le Ministère de la Solidarité et de l'Emploi*, Direction de la Population et des Migrations, MIGRINTER, CNRS - Université de Poitiers, 1998 ; N. Cohen et C. Mera (Ed.), *Relaciones interculturales: experiencias y representación social de los migrantes*, Buenos Aires, Antropofagia, 2005. C. Imbert, H. Dubucs, F. Dureau, M. Giroud (Ed.), *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, 2014. H. Dubucs, « Faire face aux discontinuités socio-culturelles en migration : le recours à des commerces », in N. Lebrun (Ed.), *Commerce et discontinuités*, Arras, Presses universitaires d'Artois, 2013.

29. E. Ma Mung, « Entreprise économique et appartenance ethnique », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n°2, 1996 (p. 217).

30. A. Lascaux, « Parcelles invisibles et agriculture ethnique : étude dans le secteur de Sénas », Rapport de stage ENS de Lyon / Université Paris 8, 2015.

31. R. Gottlieb et A. Joshi (Ed.). *Food justice*, Cambridge MA, MIT press, 2010. K.V.Cadieux et R. Slocum, « What does it mean to do food justice », *Journal of political ecology*, n°22, 2015.

32. D. Mitchell, « Battle/Fields: Braceros, agribusiness and the violent reproduction of the California agricultural landscape during World War II », *Journal of Historical Geography*, vol. 36, n°2, 2010.

spatiales qui affectent actuellement les migrants dans l'activité agricole³³ et construire des propositions spatialisées³⁴ permettant de leur donner une place dans les économies agricoles. Au-delà de son intérêt scientifique, une telle approche vise à dépasser les discours communs sur ce qu'auraient apporté les migrants, en montrant plutôt ce que leurs apports aux agricultures révèlent à la fois des dynamiques d'intégration et des tensions sociales et raciales qui traversent les sociétés où ils s'insèrent.

33. V. K. Cadieux, R. Slocum, "What does it mean to do food justice", *Journal of political ecology*, vol. 22, n° 1, 1-26, 2015.

R. Slocum, A. Saldanha (éd.), *Geographies of race and food. fields, bodies, markets*. Critical Food Studies, 339 p., 2011.

C. Perrin, B. Nougaredès, "Justice issues in farmland protection policies on the urban fringe: a barrier to a more efficient integration of food systems in urban planning?", *Agriculture in an Urbanizing Society: reconnecting agriculture and food chains to societal needs*, Conference proceedings AgUrb2015, Rome, 2 p., 2015. En ligne.

34. C. Hochedez, J. Le Gall. « Justice alimentaire et agriculture », *Justice spatiale / Spatial Justice*, n°9, en ligne.

L'AGRICULTURE URBAINE DANS LA VILLE DE MEXICO : ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES

*Fernando SAAVEDRA PELÁEZ**

INTRODUCTION

Selon les définitions les plus courantes, l'agriculture dite « urbaine » inclut l'agriculture périurbaine. L'agriculture à proprement parler urbaine se pratique à l'intérieur de la ville et se réfère à de petites surfaces (patios, cours, jardins, etc.) dont les produits sont destinés à la consommation domestique ou à la vente sur des marchés voisins. L'agriculture périurbaine concerne la périphérie de la ville et se réfère à des jardins et à des exploitations commerciales ou semi-commerciales qui bordent l'aire urbaine. Dans les deux cas, il s'agit d'une agriculture qui est supposée rendre des services écologiques. On considère également souvent qu'elle produit des aliments pour les populations pauvres. L'agriculture urbaine et périurbaine se pratique donc en ville ou à proximité immédiate de la ville².

C'est en référence à la ville comme objet d'étude et aux politiques publiques élaborées par ses autorités que l'agriculture périurbaine pose problème dans le cas de Mexico. En effet, le territoire de la Ville de Mexico

* Enseignant-chercheur de la Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales (FLACSO), siège de Mexico.

2. A. Baigorri et M. Gaviria, *Agricultura Periurbana*, COPLACO, Madrid, 1986 ; et *Ciudades más verdes en América Latina y el Caribe*, Informe de la FAO, Roma 2014.

est considéré comme correspondant à celui du District Fédéral (DF)³. Deux types de périphéries se superposent donc en partie. La première, la périphérie urbaine, est l'aire urbaine, définie par L. Unikel comme « [...] l'aire contigüe [à la ville], bâtie, habitée ou urbanisée, dont les sols ne sont pas à usage agricole et qui, à partir d'un centre, présente une continuité physique dans toutes les directions, jusqu'à être interrompue de façon notable par des terrains d'usage non urbain comme peuvent l'être des bois, des cultures ou des étendues d'eau »⁴. La seconde comprend le territoire rural du District Fédéral, qui se confond avec les aires dites de « Sols de conservation rurale ». Cet ensemble géographique hétérogène est souvent considéré depuis 2012, on le verra, comme l'aire d'application des politiques concernant l'agriculture périurbaine de la Ville de Mexico. Or, dans les faits, elle est en partie destinée à l'application des programmes de développement rural mis en place depuis les années 1970.

Nous montrons dans cet article que la confusion entre ces deux réalités, celle de la périphérie urbaine en tant que telle et celle des aires rurales de la Ville de Mexico, complique la mise en œuvre des programmes publics qui concernent l'agriculture urbaine, leur suivi et l'analyse de leurs résultats. Il s'agit d'un problème comparable à celui qui se pose lorsqu'on confond sans les définir l'agriculture familiale et l'agriculture paysanne. Deux types de producteurs se trouvent confondus, qui devraient faire l'objet de politiques différentes. De même, les politiques publiques mettent dans une même catégorie l'agriculture intra-urbaine et périurbaine de Mexico et celle pratiquée dans les zones rurales qui occupent plus de la moitié du territoire de la Ville de Mexico. Cette confusion n'est par ailleurs qu'un des éléments qui marquent l'absence d'une analyse pertinente du rôle que peut réellement jouer chaque type d'agriculture dans une Vallée de Mexico marquée par un contexte économique, social et écologique particulier.

Nous présentons d'abord brièvement le contexte de l'étude, celui de la Vallée de Mexico, avec son potentiel mais aussi, surtout, ses limites pour une agriculture qui est en concurrence pour les ressources en terre, eau, énergie et main-d'œuvre avec la population urbaine d'une agglomération de plus de vingt millions d'habitants. Nous évoquons ensuite les politiques publiques qui concernent l'agriculture urbaine, en montrant leur caractère confus, puis celles qui concernent l'agriculture pratiquée sur les Sols de conservation de la Ville de Mexico, plus cohérentes mais difficiles à évaluer dans leurs différentes prétentions. Nous terminerons par une série de propositions pour mieux cibler ces politiques publiques, en définissant de manière

3. Il s'agit des mêmes unités spatiales selon la Loi Organique de 1970. En termes administratifs on se réfère au DF et de façon courante à la Ville de Mexico (*Ciudad de México*), qu'il ne faut pas confondre avec la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM), plus étendue. La dénomination de District Fédéral doit disparaître en 2016 avec le changement de statut de cette entité territoriale, qui s'appellera désormais uniquement *Ciudad de México*.

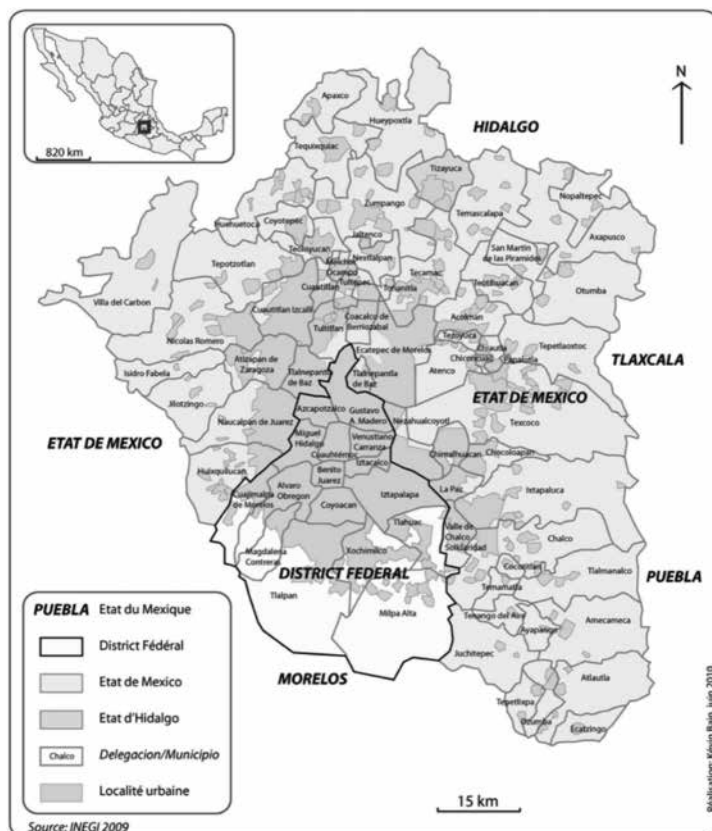
4. L. Unikel, « El proceso de Metropolización en México » dans *El desarrollo urbano de México*. El Colegio de México, México, 1976.

plus rigoureuse les catégories spatiales et conceptuelles et en analysant le potentiel et les rôles possibles de chaque type d'agriculture.

ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DES SOLS AGRICOLES DANS LA VALLÉE DE MEXICO

Les activités agricoles dépendent des conditions environnementales. Il est donc fondamental de décrire le bassin hydrographique dans lequel est située la plus grande agglomération du pays : la Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM), qui compte aujourd'hui plus de 20 millions d'habitants⁵ et dont le centre est Mexico (cf. figure 1).

Figure 1 : La Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM)



Source : INEGI 2009

5. Selon la définition et la délimitation de la zone métropolitaine de Mexico, dans SEDESOL, CONAPO et INEGI, 2004. *Delimitación de las zonas metropolitanas de México* (actualisé en 2007 puis en 2010).

La Vallée de Mexico s'étend sur 16 424 km² et comprend 118 municipes qui appartiennent aux États de Mexico (59), Hidalgo (39) Tlaxcala (4) et les 16 « délégations » de la Ville de Mexico⁶. Dans la Vallée est située la plus grande partie de la ZMVM ainsi que l'agglomération de Pachuca (État d'Hidalgo).

L'altitude moyenne de la Vallée est de 2 200 mètres. Les eaux superficielles ont été en grande partie épuisées et les nappes phréatiques sont surexploitées, ce qui rend l'équilibre écologique de la zone très précaire. Cette situation est due entre autres au fait que le grand lac qui couvrait au seizième siècle une bonne partie de la vallée a diminué en superficie au cours des siècles. Au début du vingtième siècle la tache urbaine était localisée entièrement à l'intérieur des limites actuelles de la Ville de Mexico. Elle occupait déjà une superficie importante, alors que le lac avait pour sa part diminué en extension et se trouvait divisé en plusieurs parties. En 2000, le lac avait pratiquement disparu : l'agglomération de Mexico avait débordé les frontières de la Ville de Mexico déjà depuis les années 1960 et occupé une grande partie des étendues d'eau, aggravant de ce fait les problèmes d'accès à l'eau des populations des campagnes et des villes de la Vallée. Ce processus tend dans les années 2000 à se poursuivre. Pour compléter ce qui est extrait des nappes phréatiques et approvisionner les populations de la Vallée, on amène depuis 1950 de l'eau depuis les bassins du système Lerma-Cutzamala, ce qui représente un coût environnemental élevé pour ceux-ci.⁷

Dans la Vallée, l'eau est utilisée à 48 % par l'agriculture, à 36 % par la consommation urbaine et à 16 % par l'industrie. 140 000 hectares sont irrigués, dont 63 % avec des eaux usées non traitées. 34 % de la superficie agricole est cultivée sans irrigation. Un peu moins de 2 % de la population active de la Ville de Mexico travaille dans le secteur primaire, mais plus de 20 % dans les municipes de la Vallée qui appartiennent à l'État de Tlaxcala et 14 % pour ceux qui appartiennent à l'État d'Hidalgo⁸. Dans le District Fédéral, il y a plus de 17 000 exploitations agricoles. Près de 35 000 personnes se consacrent à l'agriculture et produisent annuellement 450 000 tonnes de légumes et plantes ornementales et plus de 19 000 tonnes de produits d'élevage⁹.

La présence d'aires cultivées et de forêts dans la Vallée, comme la pression exercée sur les ressources en eau, expliquent que les autorités publiques avancent, parmi leurs objectifs, la nécessité d'éviter leur urbanisation. Mais il s'agit d'un véritable défi, compte tenu de la situation. Dans cet ensemble, la Ville de Mexico concentre un peu moins de 9 millions d'habitants, environ

6. Les délégations sont des unités administratives locales, réunissant plusieurs quartiers (*colonias*) sous l'autorité d'un délégué élu.

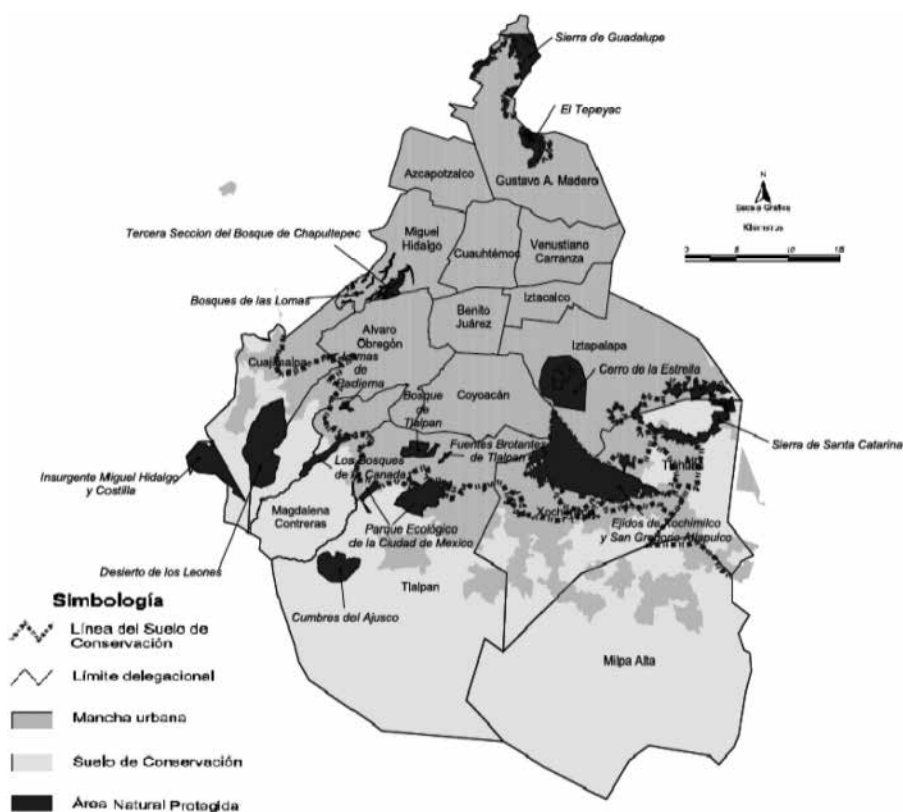
7. E. Mollao, *Evaluación de los programas PIEPS y FOCOMDES como instrumentos de una política de protección del Suelo de Conservación del Distrito Federal*. Tesis de maestría en Políticas Públicas Comparadas, Flacso México, 2010.

8. E. Mollao, *op. cit.*, 2010.

9. Selon le Ministère du Développement Rural et de l'Équité pour les Communautés du DF, SEDEREC : *Informe de Labores* 2013.

8% de la population nationale, sur une superficie de 148 178 hectares¹⁰. Plus de la moitié de sa superficie, 58% exactement, est néanmoins réservée à ce que le Programme général de Développement urbain du District Fédéral avait appelé les Sols de conservation¹¹ (cf. figure 2). Ces Sols de conservation sont réservés aux activités agricoles sur 30 000 hectares et aux Aires Naturelles Protégées (ANP), avec 37 000 hectares de forêt, aires complétées par des pâturages, des friches, des marais et des étangs. L'ensemble est censé constituer la principale zone de recharge des nappes phréatiques.

Figure 2: Sols de Conservation et sols de Développement urbain dans le District Fédéral de Mexico en 2000



Fuente: Gobierno del Distrito Federal

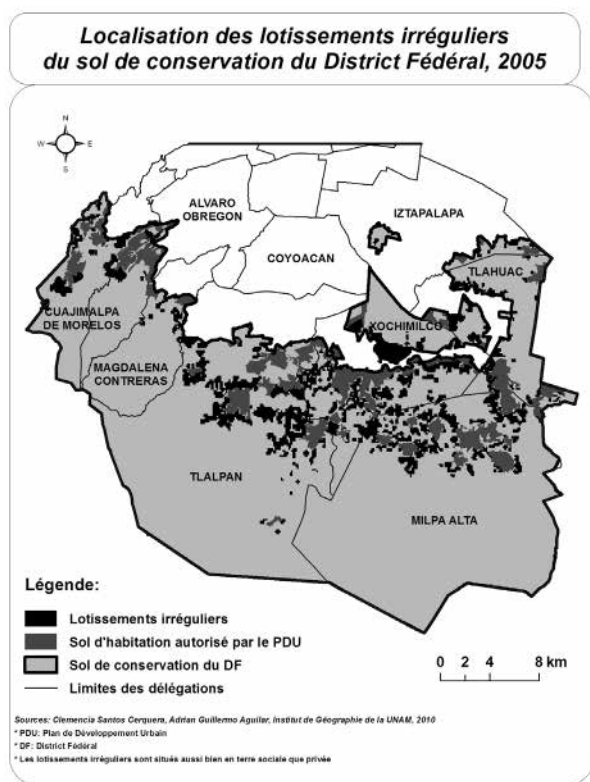
La pression permanente sur les Sols de conservation est patente. Plus de 800 quartiers résidentiels s'y sont établis de façon illégale. Ils occupent selon les estimations 2 372 hectares, superficie qui a augmenté à un rythme

10. Selon le Recensement de population et logement de l'INEGI, 2010.

11. Distrito Federal (México), 1987: *Programa General de Desarrollo Urbano del Distrito Federal: 1987-1988*. 124p.

de 13,2% par an entre 1995 et 2000 pour revenir ensuite à un taux de 4,5% par an entre 2000 et 2005. Ils sont installés principalement dans les délégations de Tlalpan, Xochimilco, Cuajimalpa et Tlahuac (cf. figure 3)¹². On estime qu'environ 600 hectares de Sols de conservation disparaissent chaque année¹³. C'est une des raisons pour lesquelles le Gouvernement de la Ville de Mexico soutient l'agriculture dans ses zones rurales, mais aussi la production d'aliments en ville, à travers le ministère du Développement Rural et de l'Équité pour les Communautés, SEDEREC. Le SEDEREC différencie deux zones dans ses programmes : l'ensemble des Sols de conservation de la Ville de Mexico, soit les zones rurales du sud de la ville, et l'intérieur de la ville (cf. figure 2).

Figure 3 : Localisation des lotissements irréguliers sur les sols de conservation du District Fédéral, 2005



Source : Aguilar, A et Santos, C. 2010

12. G. Aguilar et S. Clemencia, *Informe final Convenio General de Colaboración del Estudio de Expansión de la Mancha Urbana en el Suelo de Conservación del Distrito Federal*, Instituto de Geografía, UNAM y Secretaría de Medio Ambiente GDF, México, 2006.

13. Distrito Federal (México), 2006: *Programa General de Desarrollo Urbano del Distrito Federal: 2007-2012*.

LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE URBAINE : DES PROGRAMMES ET ÉVALUATIONS CONFUS

Si l'exploitation des surfaces agricoles a toujours existé à Mexico, il faut attendre 1917, avec la répartition des terres aux *ejidos*¹⁴, et plus encore 1936 pour que différents programmes de soutien à l'agriculture soient mis en place à travers des institutions publiques. L'importante croissance urbaine des années 1940-1970 s'est accompagnée de l'urbanisation des terres des *ejidos* et des communautés. Jusque dans les années 1950 la zone urbaine de la Ville de Mexico était entrecoupée de terrains agricoles, de fermes laitières, de cultures de maïs ainsi que de nombreux espaces verts (parcs publics, jardins, terrains vagues)¹⁵. L'expansion urbaine a d'abord touché le sud, le sud-ouest et le nord avant de concerner le sud-est. Afin de freiner cette croissance urbaine et de délimiter dans la loi les zones urbaines et les zones agro-forestières consacrées à la conservation écologique et au développement durable, ces dernières ont été protégées juridiquement en 1987 par l'octroi du statut de Sols de conservation¹⁶. On recensait alors 20075 unités de production rurale à vocation agricole ou forestière¹⁷.

Les politiques de soutien à l'agriculture sur ces Sols de conservation ont comme antécédents divers programmes qui ont fonctionné entre 2001 et 2007 : en particulier, les Fonds Communautaires pour le Développement rural équitable (FOCOMDES) et le Programme Intégral d'Emploi Productif et Soutenable (PIEPS). A partir de 2012, ces programmes ont cessé de fonctionner et l'agriculture urbaine a été placée au centre d'une redéfinition des stratégies de développement urbain et rural de la Ville de Mexico.

Dans l'aire urbaine et périurbaine, l'agriculture est très réduite et récente (2012). Le gouvernement de la Ville de Mexico affirme vouloir la développer pour « rapprocher la population qui habite dans les quartiers centraux des localités, des zones périurbaines et de la zone urbaine, à produire des aliments à l'intérieur de ces centres, en faisant en sorte que les espaces sous-utilisés comme les toits et les balcons des maisons, les jardins des ensembles collectifs, les cours des écoles, entre autres, soient utilisés pour produire des légumes, des fruits, des plantes aromatiques et médicinales, principalement. L'objectif est que les bénéficiaires et leurs familles produisent leurs propres aliments, plus sains et plus sûrs, et que [les habitants] améliorent ainsi leur santé et augmentent leurs revenus

14. *Lejido* est une figure juridique désignant l'usage collectif d'une certaine surface de terre à des fins productives et qui jusqu'en 1994 ne pouvait être vendue. Cette figure découle de la Révolution de 1910 par laquelle on décida de donner un accès à la terre aux paysans sans terre et de promouvoir une organisation productive communautaire.

15. Selon Escurra et Sarukan, 1990. *De las chinampas a la megalópolis: el medio ambiente en la cuenca de México*, México, Fondo de Cultura Económica.

16. Le programme général de développement urbain du District Fédéral a distingué pour la première fois en 1987 deux catégories d'espace sur son territoire : les Sols urbains et les Sols de conservation.

17. Chiffres du VII recensement agricole de 1991.

économiques en vendant les excédents de leurs cultures, ce qui bénéficiera de façon indirecte à la communauté dans son ensemble »¹⁸.

Ainsi formulée, cette politique correspond à l'agriculture urbaine uniquement, et non pas à l'agriculture qui se développe sur les Sols de conservation. Elle fait paradoxalement partie de l'axe de SEDEREC nommé « Capital durable, Développement rural et agricole »¹⁹, au sein duquel l'agriculture « urbaine » apparaît dans trois programmes : « Développement agricole et rural » qui correspond à la partie développée sur les Sols de conservation ; « Agriculture durable à petite échelle » ; et « Culture alimentaire, artisanale, articulation commerciale et promotion de l'interculturalité », qui correspondrait à une agriculture urbaine proprement dite au sein de la ville et dans sa périphérie immédiate.

Un exemple montre néanmoins que les agricultures rurale, urbaine et périurbaine sont souvent mêlées à l'intérieur des programmes du SEDEREC. Dans le programme « Agriculture durable à petite échelle » apparaissent trois lignes d'action : « Agriculture urbaine », « Promotion de la production bio », et « Amélioration des arrière-cours ». Le deuxième, Promotion de la production bio, « cherche à orienter et à soutenir les producteurs agricoles qui habitent dans les délégations rurales du DF, dans leurs processus de reconversion productive vers des pratiques de production bio, promouvant la génération d'aliments sains et sûrs d'un point de vue environnemental, social et économique. En plus on promouvra l'emploi durable des ressources naturelles comme la récolte et l'emploi d'eau de pluie ». Ce programme est plutôt destiné à l'agriculture non urbaine sur Sols de conservation, dans la mesure où sont mentionnées les « délégations rurales ».

En ce qui concerne l'amélioration des arrière-cours, sont mentionnées sept délégations qui couvrent les plus grandes extensions rurales, « dans lesquelles il y a des villages avec de petits espaces productifs, appelés arrière-cours, avec une grande diversité de techniques et de savoirs traditionnels concernant les petits élevages. Le principal objectif de cette composante est de renforcer la consommation domestique et la vente des excédents de produits d'origine animale, pour le bénéfice de l'économie familiale, ainsi que la génération d'aliments sains, et d'atteindre la sécurité alimentaire »²⁰. De nouveau, il ne s'agit pas d'inclure les arrière-cours urbaines ou périurbaines, mais bien des habitations rurales.

Le programme « Agriculture durable à petite échelle » réunit donc des lignes d'action s'adressant à des espaces très différents les uns des autres, aux contenus donc forcément également très divers. Cela rend également les évaluations très complexes. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté une évaluation de l'agriculture

18. SEDEREC, *op. cit.*

19. Les politiques du SEDEREC sont organisées autour de 3 axes, lesquels comprennent au total 9 programmes.

20. SEDEREC, *op. cit.*

urbaine et périurbaine dans le cas de Mexico²¹. Selon cette source, le SEDEREC a investi entre 2007 et 2012 près de 6 millions de dollars dans 2 800 projets d'agriculture urbaine, incluant des jardins dans les maisons, ensembles collectifs et centres de réadaptation sociale, ce qui a bénéficié à 15 700 habitants de la ville. Dans la pratique, ces programmes concernent à la fois des projets de production horticole urbaine, un projet de jardins maraîchers, de *nopal* et de plantes médicinales à l'est de la zone urbaine, dans la sierra de Santa Catarina, et l'établissement de *ferias* de produits bio localisés dans le centre de Mexico, qui permettent à des producteurs de vendre directement aux consommateurs.

Pour sa part, le ministère du Développement Urbain et du Logement de la Ville de Mexico a promu l'installation de jardins sur les toits, à l'aide de systèmes hydroponiques, alors que le ministère de l'Environnement a engagé un programme de « naturalisation » des terrasses avec des plantes succulentes, par lequel il prétend réduire l'impact des pollutions atmosphériques²². Le ministère de l'Agriculture, l'Élevage, le Développement rural, la Pêche et l'Alimentation (SAGARPA) de l'État fédéral a quant à lui investi 8 millions de pesos²³ dans l'agriculture familiale, périurbaine et d'arrière-cour, à travers un accord avec le gouvernement de la Ville de Mexico. Cela a permis de lancer avec le Chef de la délégation « Alvaro Obregón » un programme intitulé « La campagne chez soi : Agriculture familiale, Urbaine, Périurbaine et d'Arrière-cour ». L'objectif est de renforcer la production d'aliments destinés à l'autoconsommation et à la vente, à travers l'installation de jardins familiaux et de petits élevages, en ciblant principalement des groupes vulnérables comme les personnes âgées, les femmes chefs de famille isolées et les enfants. Cela doit contribuer à la souveraineté alimentaire de Mexico.

On peut remarquer que tous les programmes antérieurs se réfèrent à l'agriculture intra-urbaine ou immédiatement périurbaine. Dans les zones rurales, sur les Sols de conservation qui représentent la partie la plus étendue du territoire de la Ville de Mexico, les programmes de développement agricole ont d'autres caractéristiques. Ils ne devraient pas être inclus dans la rubrique « agriculture urbaine » : cela introduit de la confusion et des distorsions dans l'information.

Cette brève description des objectifs des programmes d'agriculture urbaine et périurbaine du gouvernement fédéral et de celui de la Ville de Mexico montre que la portée attribuée à chaque type d'agriculture est confuse, particulièrement en ce qui concerne les territoires à inclure, les objectifs à avoir et la population à faire participer. Cette confusion est d'autant plus gênante que l'activité agricole est limitée par l'eau : il serait donc important d'établir au contraire des priorités.

21. FAO *Ciudades más verdes en América Latina y el Caribe*. Rome, 2014.

22. SEDEREC, *op. cit.*

23. Soit un peu plus de 400 000 euros.

LES PROGRAMMES QUI CONCERNENT L'AGRICULTURE SUR SOLS DE CONSERVATION DE LA VILLE DE MEXICO : DES RÉSULTATS PEU ÉVALUABLES

Selon le gouvernement de la Ville de Mexico, l'agriculture « périurbaine » est celle qui se pratique sur les Sols de conservation de la ville, soit un peu plus de 88 000 hectares²⁴ (58 % de la superficie total de son territoire). Ceci ne correspond pas en termes stricts à une aire périurbaine. Il s'agit de surfaces d'usage agricole comprenant près de 30 776 hectares principalement répartis dans 8 délégations ; en plus des 39 713 hectares de forêts, des 10 642 hectares de prairies d'élevage où ne sont pas permises les activités agricoles, des 489 hectares d'étendues d'eau, des 125 hectares d'activités minières et des 5 554 hectares d'aménagement résidentiels ruraux ou illégaux (cf. figure 3)²⁵. De notre point de vue, il y a ici un mélange d'agriculture périurbaine (autour de la ville) et d'agriculture rurale.

L'agriculture se développe principalement dans les délégations de Tlalpan, Milpa Alta, Tláhuac et Xochimilco (cf. tableau 1)²⁶. Les exploitations cultivent du maïs, qui occupe 36 % des superficies pour seulement 2,6 % de la valeur produite, des fruits, des légumes et élèvent des animaux pour la consommation familiale et la vente locale. Il y a aussi des productions à plus grande échelle : le *nopal*, qui occupe 19 % des superficies cultivées et apporte 64 % de la valeur produite, l'amarante, les cultures maraîchères, les herbes médicinales et les plantes ornementales pour les marchés urbains et régionaux. Ces activités n'ont qu'une importance économique limitée : les activités primaires apportent seulement 0,1 % du Produit Intérieur Brut du territoire de la Ville de Mexico et occupent 0,4 % de la population active²⁷. La plupart des producteurs obtiennent plus de la moitié de leurs revenus de leurs autres activités non agricoles, sauf dans le cas de ceux qui ont réussi à agrandir leur exploitation et se consacrent à des productions particulièrement rentables comme le *nopal*. Les Sols de conservation de la Ville de Mexico et le secteur rural plus généralement ont donc plutôt un rôle dans le maintien de l'environnement de la Vallée de Mexico que dans le développement économique à proprement parler.

24. Les Sols de conservation correspondent à 88 319,9 hectares selon le *Programa General de Ordenamiento Ecológico del D.F.* (PGOEDF) de 2000 et les modifications des *Programas Delegacionales de Desarrollo Urbano de Magdalena Contreras y Xochimilco* de 2005.

25. Gobierno del Distrito Federal, Secretaría de Medio Ambiente (GDF-SMA), 2004. *Hacia la Agenda XXI de la Ciudad de México*.

26. FAO, *op. cit.*

27. Comisión Intersecretarial para el Desarrollo Rural Sustentable del Distrito Federal, *Programa Especial Concurrente para el Desarrollo Rural Sustentable del Distrito Federal*. FAO-SAGARPA, México, 2006.

**Tableau 1 : Sols de conservation et sols d'usage agricole
dans la Ville de Mexico**

Delegación	Superficie de Conservación (Ha)	Superficie Agrícola (Ha)	% de Superficie Agrícola/ Superficie de conservación
Álvaro Obregón	2,731.0	307	11.2
Cuajimalpa	6,557.0	608	9.3
Iztapalapa	1,202.3	88.4	7.4
Magdalena Contreras	6,153.0	476	7.7
Milpa Alta	28,642.0	10,436	36.4
Tlahuac	6,371.0	3,526	55.3
Tlalpan	25,426.0	9,305.40	36.6
Xochimilco	10,012.0	6,029.70	60.2
Total*	87,094.3	30,776.50	35.3

*Cela n'inclut pas la *Sierra de Guadalupe* située dans la *delegación* Gustavo A. Madero

*Source: Mollao, E., sur la base du PGOE du D.F., 2000,
du PDDU de M. Contreras et Xochimilco
et de l'Atlas de Vegetación de CORENADER-SMA, 2005*

Un autre élément utile pour comprendre le fonctionnement de la frontière entre espace urbain et espace rural est la nature de la relation foncière dans les périphéries successives, où se mêlent usages ruraux et urbains. La plupart des terres rurales sont encore de propriété collective, sous la figure de l'*ejido* ou de la communauté. Les Sols de conservation sont à 69 % de propriété collective, à 10 % environ de propriété privée, le reste étant de propriété publique²⁸.

Les tendances sont globalement à la diminution de l'activité agricole. Selon les données du VIII^e Recensement agricole, d'élevage et de forêt (INEGI, 2007), il restait 17 067 exploitations en 2007, dont 5186 étaient inactives. C'est 3000 de moins qu'en 1991, où elles étaient 20 075 (VII^e Recensement)²⁹. Quelques productions augmentent, comme l'avoine qui gagne sur les forêts ou la production de plantes ornementales. Mais la production de maïs a diminué. L'élevage est en déclin constant. Les bovins sont passés de plus de 66 000 têtes en 1979 à 10 000 en 2005, les porcs de 105 000 à 20 000, les

28. E. Mollao, *op. cit.*, 2010.

29. Une exploitation, ou « Unité de production rurale », est l'ensemble formé par les terres, avec ou sans activité agricole, qui dépendent d'une même entité, laquelle élève des animaux ou dispose des moyens de production nécessaires à des activités agricoles, d'élevage ou de sylviculture (INEGI, recensements agricoles 1991 et 2007).

volailles de presque 2 millions à 123 000 sur la même période³⁰. Il s'agit actuellement d'activités d'arrière-cour, de consommation familiale, difficiles à poursuivre faute d'espace, de technologie, de formation et d'appui technique. De nombreux exploitants ont cessé leur activité en raison des coûts de production élevés, des rendements bas et des prix de vente faibles sur le marché. 97 % des exploitations comptent moins de 5 hectares, les sols sont érodés, les producteurs n'ont pas d'accès direct au marché et dépendent des intermédiaires. Les sols passent de la forêt à l'agriculture et de l'agriculture à l'usage urbain, en particulier du fait, déjà mentionné, du développement de quartiers résidentiels illégaux (cf. figure 3).

Mais malgré tous ces problèmes, l'agriculture pratiquée sur les Sols de conservation de la Ville de Mexico n'a en général pas les mêmes caractéristiques qu'une agriculture périurbaine, dans la mesure où elle n'est pas pratiquée principalement dans des espaces déjà en partie urbanisés, mais plutôt dans des espaces encore ruraux. De fait elle fait l'objet de programmes de développement clairement désignés comme ruraux.

Deux de ces programmes ont été menés entre 2001 et 2007 par le gouvernement du DF : les Fonds Communautaires pour le Développement rural équitable (FOCOMDES) et le Programme Intégral d'Emploi Productif et Soutenable (PIEPS), mentionnés plus haut. Ils ont eu pour objectif la conservation, la restauration et le soutien à des projets productifs agricoles sur Sols de conservation à travers des mesures d'appui économique. Les deux étaient complémentaires : FOCOMDES visait les investissements productifs et PIEPS la rétribution de la main-d'œuvre et l'encouragement à l'emploi productif rural.

L'évaluation des effets de ces programmes est difficile. E. Mollao³¹ estime qu'il y a eu une définition correcte de la formulation de ces politiques, mais qu'il leur a manqué une phase d'évaluation des résultats. Ainsi, le critère d'amélioration de l'équité, exprimé dans ces politiques, se réduit souvent à respecter une distribution à peu près égale des ressources employées dans ces programmes et des actions de formation entre les bénéficiaires. Le critère de durabilité est souvent réduit à une composante biophysique, consistant à favoriser des pratiques agricoles soucieuses de l'environnement, en diminuant l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides, en promouvant l'élevage en stabulation ou encore le retour à une couverture végétale pérenne sur les parcelles en reconversion, entre autres. L'objectif affiché d'améliorer les conditions de vie des producteurs ruraux n'est pas non plus assez précisément défini, en termes de buts à atteindre, pour qu'il soit possible d'élaborer des indicateurs pertinents. Mais il faut souligner que ces programmes ont contribué à maintenir une certaine continuité de la production agricole et des services environnementaux qui lui sont associés, dans un contexte adverse.

30. Programa ganadero SARCH, 1979, et SIAP-SAGARPA, *Anuario Estadístico de la Producción Agrícola*, 2005

31. E. Mollao, *op. cit.*, 2010.

MIEUX DÉFINIR AGRICULTURE URBAINE, PÉRIURBAINE ET RURALE POUR MIEUX CIBLER LES POLITIQUES

Plusieurs suggestions peuvent être apportées au terme de cette analyse pour améliorer les politiques qui concernent l'agriculture de la Ville de Mexico. Un premier point est qu'il faudrait définir et délimiter l'agriculture périurbaine à l'intérieur de l'agriculture urbaine. L'aire périurbaine est la frange en permanente transformation où la ville continue à se construire. Il faudrait établir des réserves territoriales pour cette expansion urbaine et bien les différencier du reste des Sols de conservation, sur lesquels on trouve les activités agricoles et les aires protégées. Le manque de logique d'une définition de l'« agriculture urbaine et périurbaine » telle que celle utilisée par la SEDEREC et la FAO, qui inclut toute l'agriculture du territoire de la Ville de Mexico, est évident : cette définition inclut des activités qui se réalisent aussi loin de la ville que celle des municipalités situées au nord de Mexico, dans l'État de Mexico, sous le seul prétexte qu'elles sont à l'intérieur d'une même limite administrative que l'agglomération. Une analyse conceptuelle et méthodologique est nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre des politiques publiques qui ne confondent pas ces deux réalités de l'agriculture rurale de la Ville de Mexico et de l'agriculture périurbaine.

Un deuxième point important concerne l'agriculture qui caractérise le milieu rural situé en dehors de la périphérie urbaine de Mexico. Il s'agit d'une activité en constante transformation, qui est confrontée à toute une série de problèmes, qui varient en fonction des histoires agraires, de la taille des parcelles, des systèmes de production, entre autres. Il faut prendre en compte son rôle dans la durabilité du développement de la Vallée de Mexico, l'aborder à partir de ses spécificités et dans cet environnement particulier. Sinon, on introduit des biais dans l'analyse de sa signification, de sa mesure, de sa valorisation et de ses potentialités et on lui applique des programmes de politique nationale ou de politique particulière à l'agriculture urbaine ou périurbaine qui ne lui conviennent pas. Les différences entre la périphérie et les populations plus éloignées se combinent avec d'autres facteurs de diversité, comme l'origine ethnique, les caractéristiques socioéconomiques des habitants des quartiers urbains, la présence d'infrastructures de communication, d'écoles, de centres de santé, d'emplois... Le degré d'attachement à la terre des agriculteurs dépend également de tous ces facteurs, ce qui rend plus ou moins probable le développement de la vente des terres face à la demande.

Un troisième point concerne l'agriculture qui se développe à l'intérieur de la ville, correctement définie par les termes d'« agriculture urbaine ». Cette agriculture urbaine est pour l'instant plus le résultat de bonnes intentions, visant à éduquer les personnes et à leur faire prendre conscience des défis environnementaux, qu'une alternative viable pour l'alimentation, compte tenu de sa faible faisabilité en raison de facteurs économiques, sociaux et écologiques. Une des principales limitations à l'agriculture urbaine et périurbaine, dans le cas de Mexico, est la rareté de l'eau dans la Vallée. Il s'y ajoute des problèmes de drainage : en ville se retrouvent à la fois les eaux

de pluie, les eaux usées domestiques et toutes celles qui proviennent des différentes activités urbaines. Cela rend difficile et coûteux le traitement de ces eaux pour leur réutilisation. Le prix de l'eau en ville est élevé et est subventionné par le gouvernement de la Ville de Mexico mais cela ne durera certainement pas toujours. Le développement de l'agriculture urbaine ferait pression sur la demande et compliquerait les problèmes de distribution, dans la mesure où dans de nombreux quartiers est appliqué un système de coupures tournantes et que dans d'autres l'approvisionnement est assuré par camions citernes à des coûts élevés. La faisabilité écologique de l'agriculture urbaine à Mexico est faible, même s'il y a des alternatives possibles, comme la récupération de l'eau de pluie ou le recyclage : la relation coût-bénéfice joue pour l'instant contre cette agriculture.

D'autres raisons expliquent qu'il soit meilleur marché, fonctionnel et facile d'acheter les aliments que de les produire dans l'agglomération. Dans tout Mexico, les grandes chaînes de supermarchés s'occupent du transport, de l'emmagasinement et de la distribution des aliments. Ils passent des contrats avec les producteurs pour contrôler et monopoliser ce marché. Même les villes petites et moyennes sont aujourd'hui approvisionnées par les grands distributeurs. La petite agriculture, avec ses prix plus élevés, ne peut accéder au marché qu'en jouant sur le bio et l'écologique, mais cela ne peut toucher que des consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat élevé.

Le contexte socioéconomique est ainsi une limitation, dans la mesure où pauvreté, inégalités et précarité caractérisent une grande partie de la population. Le pourcentage de la population de la Ville de Mexico en situation de pauvreté en 2010 est de 28,7 %, de celle qui est vulnérable en raison d'un facteur social, de 35,5 % et de celle qui l'est en raison de ses faibles revenus, de 5,3 %³². Il faut aussi prendre en compte la ségrégation spatiale et l'organisation de l'espace urbain en général, qui ne favorisent pas cette petite agriculture.

L'agriculture même à très petite échelle nécessite une bonne maîtrise des différents éléments du système de production. De nombreuses expériences de jardins familiaux échouent au bout de quelque temps en raison de problèmes techniques. La production et le contrôle des semences par de grandes entreprises, le coût des fertilisants et des pesticides, représentent des obstacles même pour l'agriculture urbaine.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que l'agriculture urbaine et périurbaine n'est pas viable à Mexico, quels que soient les programmes d'aide qui la soutiennent. Un dernier point à souligner est que les institutions et les politiques publiques elles-mêmes présentent de nombreuses limitations. Les programmes restent sectoriels, même lorsqu'ils prétendent être intégraux et coordonnés. Il s'agit plus d'un problème d'application que d'intentions ou de lois. Il faudrait respecter et articuler à la fois les demandes de logement de la population, les services environnementaux que prêtent les Sols de

32. Comisión Nacional de Evaluación de la Política Social (CONEVAL) *Informe de pobreza y evaluación en el Distrito Federal 2012*. México.

conservation, la consommation d'eau par la population et par l'agriculture urbaine et périurbaine. La réponse à apporter est d'ordre finalement politique plus que technologique.

Un problème plus général, pour finir, est celui de la gouvernance. L'agglomération s'étend sur deux entités fédérales séparées, la Ville de Mexico et l'État de Mexico, voire aujourd'hui aussi sur l'État d'Hidalgo. La coordination entre leurs programmes publics ne s'effectue même pas au niveau sectoriel. À la fin des années 1990, un programme intégré de développement urbain et de protection de l'environnement avait pu être élaboré pour l'ensemble de la Zone Métropolitaine, mais il a été abandonné. Actuellement n'existent plus que des accords ponctuels autour des questions de pollution de l'air. Les politiques publiques sont souvent très ambitieuses dans leur formulation, mais difficiles à mettre en œuvre en raison de la diversité des institutions qui y participent, de la multiplication des programmes de tous types qui se chevauchent, des changements d'équipes fréquents qui ne favorisent pas le contrôle de leur gestion ni l'évaluation de leurs résultats.

S'ajoutent à ces limitations l'usage flou des mots là où il importe que les concepts (durabilité, équité, conditions de vie, agriculture familiale ou paysanne, agriculture urbaine, etc.) soient bien définis, ainsi que les imprécisions qui marquent les termes se référant à l'espace (alentours, périurbain, suburbain, etc.). Ces approximations rendent presque impossible l'analyse pertinente de l'information disponible et occultent souvent les faits qui se cachent derrière les bonnes intentions.

CONCLUSIONS

L'Amérique latine se caractérise par l'importance de ses taux d'urbanisation et la concentration de la population dans un petit nombre de villes. Les fortes densités démographiques, le manque d'espaces verts, la rareté de l'eau et le niveau socioéconomique peu élevé d'une grande partie de la population sont des limites importantes au développement de l'agriculture urbaine. Par ailleurs prendre soin d'un jardin, d'arbres, de plantes ou d'animaux dans sa cour, requiert d'un apprentissage et entre en concurrence avec les autres activités nécessaires aux familles urbaines pour assurer leur survie.

L'agriculture urbaine peut certainement être importante à des fins éducatives et pour le renforcement d'une prise de conscience portant sur l'environnement, mais il faut néanmoins adapter la proposition en fonction justement du contexte environnemental, mais aussi économique et social, pour ne pas s'engager une fois de plus dans des options de développement sans durabilité possible.